

*l'Anti*capitaliste

N°65 | MAI 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



1945 : PARTAGE DU MONDE ET REDÉPLOIEMENT IMPÉRIALISTE



**QUATRE MOIS DE LUTTE DES
MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS**



**CRISE GRECQUE
LA FIN DU « BON EURO »**



**IL Y A DIX ANS, FACE AU TCE : VICTOIRE
ET ILLUSION ANTILIBÉRALES**

EDITORIAL

Jean-Philippe Divès Face à la spirale de la répression d'Etat **P3**

ACTUALITE

Stan Miller

Quatre mois de lutte des mineurs isolés étrangers : première victoire **P4**

Karim Krebs Faut-il nationaliser l'industrie pharmaceutique ? **P7**

Henri Wilno Crise grecque : la fin du « bon euro » **P10**

DOSSIER

Henri Wilno

Fin de la Deuxième Guerre mondiale Union nationale et Yalta contre la révolution **P13**

Henri Wilno 1936-1945 10 années de guerres civiles et internationale **P14**

Yann Cézard 1945 Partage du monde et grande alliance contre la révolution **P16**

Patrick Le Moal La Libération Remettre au plus vite en place l'autorité de l'Etat ! **P19**

Patrick Le Moal

Le programme économique du CNR Nationalisations, vous avez dit nationalisations ? **P23**

Régine Vinon La restauration de l'empire colonial français **P26**

Marc Pavlopoulos Grèce L'impérialisme contre la résistance **P29**

REPÈRES

Jean-Philippe Divès

Il y a 10 ans, le référendum sur le TCE Victoire et illusion antilibérales **P33**

FOCUS

Michel Bastien Morts en Méditerranée Le crime de l'Union européenne **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

« Hollande, Sarkozy, Le Pen, Valls... Dégage ! » Dans la manifestation syndicale du 9 avril 2015 contre l'austérité et la loi Macron. Photothèque rouge/JMB.



Face à la spirale de la répression d'Etat

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Cela fait donc trois ans que nous avons un gouvernement « socialiste »... Et c'est ce gouvernement-là qui non seulement multiplie les interventions militaires en Afrique et au Proche-Orient mais interdit les manifestations de solidarité avec la Palestine, soutient des méthodes de répression causant de graves blessures et jusqu'à la mort (Rémi Fraysse), fait condamner des manifestants à la prison pour le seul fait d'avoir manifesté (comme avec notre camarade Gaétan Dumay) ou révoquer de la fonction publique, pour la première fois depuis 51 ans, un syndicaliste (notre camarade Yann Le Merrer à la Poste) pour avoir simplement rempli son mandat syndical. Un nouveau pas est maintenant franchi avec le projet de loi relatif au renseignement. Au prétexte d'une lutte contre la menace djihadiste, ce texte dont les dispositions s'inspirent – quoi qu'en disent les responsables gouvernementaux – du *Patriot Act* états-unien, ouvre en effet la voie à une surveillance généralisée de la population par les services secrets. Avec le soutien bien senti de l'essentiel de la droite – c'est ce qui reste aujourd'hui (et en réalité le véritable contenu) de l'union nationale du 9 janvier. La Commission nationale consultative des droits de l'Homme est une autorité administrative dont la fonction est d'« éclairer l'action du gouvernement et du Parlement dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales » ; dans son avis du 16 avril, elle souligne que l'arsenal des mesures prévues ne correspond pas aux intentions affichées (d'autant que de nombreuses lois récentes ont déjà renforcé les moyens de lutte contre les menaces terroristes) et que l'absence de tout contrôle et contre-pouvoir effectifs menace les libertés publiques. Effectivement, le champ des activités susceptibles d'être contrôlées est tellement large qu'il pourrait, comme l'a déclaré la secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, s'appliquer à l'organisation des manifestations, à des activités syndicales et aux actions de contestation du Grand marché transatlantique. Mais le gouvernement n'en a cure et poursuit imperturbablement dans la même voie, tandis qu'au PS c'est silence dans les rangs.

DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET RÉPRESSION D'ETAT

Les différentes mesures prises par Hollande et Valls dans le domaine régalien (policier, militaire ou de la « justice ») font système : on assiste globalement à une aggravation des dynamiques répressives et liberticides impulsées depuis l'Etat.

Les « socialistes » n'en sont certes pas à leur coup d'essai. Il y a près de cent ans, ce sont leurs congénères allemands

qui avaient fait assassiner Rosa Luxemburg. Ce sont eux qui avaient engagé la guerre d'Algérie et c'est sous Mitterrand, Garde des sceaux, que le couperet de la guillotine était tombé sur des dizaines de militants du FLN (dont le communiste Fernand Iveton). Ce sont eux aussi, sous Mitterrand président de la République, qui avaient fait sauter en 1985 le bateau de Greenpeace, « Rainbow Warrior », causant la mort d'un membre de l'équipage. Parmi ceux qui s'opposent à l'Etat du point de vue des exploités et des opprimés coexistent traditionnellement, par-delà un accord sur le caractère limité et contraint de la démocratie bourgeoise, deux types d'interprétation de cette forme de domination politique. Pour l'une, un tel régime est pour la bourgeoisie le meilleur possible, car celle-ci ne peut se maintenir uniquement par la répression

et a aussi besoin de formes de légitimation et de consentement ; d'ailleurs, les mouvements dirigés contre des dictatures sont en général plus explosifs que ceux qui peuvent être canalisés dans des institutions « démocratiques ». De l'autre côté, on insiste davantage sur le fait que la bourgeoisie n'a jamais rien concédé d'elle-même, que les acquis

démocratiques sont toujours des résultats de grandes luttes ouvrières et populaires, et que le pouvoir capitaliste tend en permanence à les remettre en cause.

DÉFENDRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

En réalité, à l'époque du néolibéralisme triomphant, les deux aspects se combinent comme jamais. La « démocratie » reste la bannière de prédilection des impérialismes occidentaux, mais elle se trouve en même temps de plus en plus vidée de contenu. Une des raisons en est la perte de capacité d'initiative des Etats nationaux en matière économique et sociale, que l'on peut constater notamment à travers le processus de l'Union européenne. Dans tous les cas, défendre les droits démocratiques est pour le mouvement ouvrier – et pour les anticapitalistes qui en sont la pointe avancée – un combat indispensable. Tout recul sur ce plan risque d'affaiblir nos capacités de riposte. La seule façon de mener ce combat est de le faire sur le terrain démocratique lui-même, dans l'unité la plus large. Un enjeu des réactions et mobilisations – qui ont surpris le gouvernement – contre la loi sur le renseignement est la constitution d'un large mouvement national en défense de l'ensemble des libertés publiques, politiques et syndicales. □



Quatre mois de lutte des mineurs isolés étrangers : première victoire

PAR STAN MILLER

Chaque année, des centaines de milliers de migrants fuient au péril de leur vie leurs pays ravagés par la guerre et la misère, pour tenter d'avoir une vie meilleure dans les pays occidentaux. Parmi ces migrants, il y a des adolescents seuls. A Paris, ces jeunes sont en lutte depuis maintenant quatre mois. Récit.

La loi française prévoit la prise en charge de ces jeunes (désignés sous l'appellation « mineurs isolés étrangers », ou MIE) pour tous leurs besoins (hébergement, santé, éducation, transport, nourriture, etc.) par l'Aide sociale à l'enfance, dépendant des conseils départementaux. Cependant, des milliers de MIE, pour beaucoup originaires d'Afrique de l'ouest ou d'Afghanistan, ne sont pas pris en charge et se trouvent condamnés à errer sans aucune ressource.

A Paris, depuis décembre 2014, certains d'entre eux, épaulés par le collectif du 127 boulevard de la Villette (adresse de la Permanence d'accueil et d'orientation des mineurs isolés étrangers, PAOMIE) regroupant des associations (DAL, 115 du Particulier, Bread and Roses), un syndicat (Solidaires), des organisations politiques (AL, Ensemble, PG, NPA) et des individus, ont décidé de prendre le chemin de la lutte. Ils revendiquent leur prise en charge immédiate par l'ASE (Aide sociale à l'enfance, qui dépend des départements donc, dans la capitale, de la Mairie de Paris) et qu'aucun mineur ne se retrouve à la rue. Le 24 avril, après quatre mois de lutte, ils viennent d'obtenir un hébergement pour tous... Et qui sait, demain, une scolarisation adaptée ?

UN DUR VOYAGE... ET UNE MACHINE À EXCLURE

D'où viennent ces jeunes ? Ibrahim vient de Côte d'Ivoire, Mohamed du Mali et Massoud d'Afghanistan. Ils ont 16, 15 et 17 ans. Mohamed s'est embarqué en Libye sur une coque de noix pour gagner l'Italie, Ibrahim a sauté par-dessus un grillage pour passer à Ceuta, enclave espagnole en territoire marocain, tous deux après

avoir traversé le désert du Sahara en voiture. Massoud, quant à lui, s'est attaché sous des camions, caché dans des trains et a beaucoup marché, traversant l'Iran, la Turquie, la Bulgarie, l'Autriche et l'Italie avant d'arriver en France. De l'Afrique de l'ouest, le trajet prend un à deux mois, et d'Afghanistan six à neuf mois, en moyenne.

province afghane frontalière du Pakistan, théâtre d'affrontements violents permanents entre talibans, seigneurs de guerre et troupes occidentales.

« Pourquoi la France ? » demandait une étudiante lors d'une réunion de soutien. Ont-ils trop cru à un mirage ? Un autre jeune, Rachid, a répondu :

Le cortège des MIE le 28 mars 2015 à Paris, dans la manifestation contre les expulsions locatives à l'appel du DAL et de la plateforme des mouvements sociaux. Photothèque rouge/JMB.



Pourquoi être partis? Comme d'autres migrants, pour fuir la misère et la guerre : Ibrahim et Mohamed n'avaient aucune perspective d'avenir, et Massoud vivait à Nangrahar,

« Nous n'avons pas été colonisés par l'Italie ou l'Espagne. Nous parlons français donc ici c'est plus facile, parce qu'on a été colonisés, la France doit respecter nos droits ». Ibrahim vou-

drait étudier l'hôtellerie-restauration et Massoud être ingénieur. Mohamed, plus jeune, n'a pas forcément une idée précise, mais il veut étudier, c'est pour cela qu'il a risqué sa vie. Pourquoi ne pas être partis plus tard, une fois adultes ? Les problèmes familiaux (décès des parents, remariages, conflits familiaux) y ont été pour beaucoup. Ken est congolais, son père s'est remarié et sa belle-mère l'a tout simplement mis dehors à 16 ans. Ces jeunes sans ressources et sans liens familiaux en France vont devoir faire face à tout le poids d'un système dont le seul but est de nier leur droit à une existence digne. Lorsque les MIE arrivent en France, ils doivent être dirigés vers les services de l'ASE, qui s'occupent de la prise en charge. Cependant, l'ASE est devenue une véritable machine à exclure les jeunes en les considérant comme majeurs, ne relevant dès lors plus de ses compétences, dans un



contexte à la fois de politiques austéritaires, où le social n'est qu'une variable d'ajustement, et d'une politique de contrôle des flux migratoires justifiée par la vieille rengaine du

« socialiste » Rocard : « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». A Paris, la première évaluation est faite par la PAOMIE, que l'ASE soustrait au prestataire France Terre d'Asile (FTDA), lequel n'a d'association que le statut juridique, son objectif réel n'étant pas d'aider les MIE mais de faire reconnaître le plus de jeunes comme majeurs, conformément à la commande... Les délais d'attente pour un entretien y sont longs, pouvant durer plusieurs mois. Normalement, il faut appliquer au jeune une présomption de minorité qui permet une mise à l'abri d'urgence en attendant l'entretien. Sauf que cette année, le nombre de mises à l'abri d'urgence a été bien inférieur au nombre de MIE présents, toute une partie se retrouvant à la rue et sans ressources en attendant l'entretien. De plus, une très grande majorité des jeunes, après avoir attendu, se retrouve le plus souvent reconnue comme majeure.

A l'aide d'associations, les jeunes font alors des recours contre la PAOMIE au tribunal. Cependant, les juges peuvent être également complices de la machine à exclure. Les deux principales méthodes de vérification de la minorité auxquelles ils ont recours sont : les tests osseux, élaborés normalement pour détecter et traiter les retards de croissance et utilisés ici à contre-emploi, et dont le caractère arbitraire a été dénoncé en 2005 par le défenseur des Droits ; les expertises documentaires, demandant aux MIE de s'échiner pour récupérer des pièces d'identité, actes de naissance, certificats de scolarité d'eux-mêmes et de leurs parents, pour qu'on leur rétorque à chaque fois que ceux-ci sont peut-être des faux ! Le résultat de la machine à exclure est que des centaines de MIE à Paris (et des milliers dans toute la France) se retrouvent à la rue, soit en attendant leur entretien PAOMIE soit en attente de recours ou jugés majeurs, et dans le dénuement le plus complet.

Dominique Versini (ex-RPR, ex-UMP, ex-MODEM, maintenant au PRG...), adjointe à la Solidarité de la maire PS de Paris Anne Hidalgo, promet une « refonte » de ce système. Mais on voit mal comment cela pourrait l'améliorer, le but étant toujours le même... Lors des rendez-vous obtenus par le « collectif du 127 » avec des représentants de la Mairie (dont ceux

de Ian Brossat, adjoint PCF au logement), leur communication, bien huilée, est toujours la même : « La Mairie de Paris s'occupe parfaitement bien des mineurs, quant aux majeurs ils relèvent de la compétence de l'Etat ». Prenons pourtant un cas très parlant de « dysfonctionnement », un « cas isolé » selon la Mairie : celui d'Ahmed. Forcé par sa famille à travailler dans le bâtiment, il refuse et reçoit un coup dans l'œil. Après son arrivée en France, il fréquente la PAOMIE durant deux mois, avec un bandage de fortune recouvrant une plaie purulente ; les rapports de la PAOMIE ne portent pourtant aucune mention de son état de santé, considéré donc comme « satisfaisant » ; croisé par une militante du collectif, celle-ci l'emmène à l'hôpital où il subit une ablation de l'œil gauche...

LA CONSTITUTION ET L'ACTIVITÉ DU COLLECTIF

C'est en remarquant des attroupements de jeunes jour et nuit, dans le froid glacial, devant la PAOMIE (au 127 boulevard de la Villette, Paris 10^e) que des militants ont décidé de constituer le collectif en décembre, avec pour but de parer aux besoins les plus pressants des jeunes mais également de dénoncer l'hypocrisie de la Mairie de Paris et de l'Etat et d'exiger que ceux-ci prennent leurs responsabilités.

D'un côté, il a fallu mettre en place une série de solutions temporaires nécessaires à la survie quotidienne des MIE, et qui ont rendu tout simplement possible la lutte. Dès le début, les associations (comme le « 115 du particulier »), soutenues financièrement par le collectif, ont mis en place devant la PAOMIE une distribution de repas le midi puis celle d'un goûter, tous les jours dès fin décembre. Suite à une première occupation d'un gymnase quai de Jemmapes et aux premiers rassemblements organisés tous les dimanches devant la PAOMIE après la réunion du collectif, la Ville de Paris a débloqué des places en gymnase pour les MIE, mais certains des jeunes dirigés vers ces gymnases trouvaient porte close et on leur opposait leur sur-occupation. Les militants ont donc accompagné

des jeunes le soir pour être sûrs qu'ils aient effectivement une place. Rapidement, le collectif s'est rendu compte que le nombre de places était dérisoire comparé au nombre de MIE, et qu'ils étaient souvent mélangés à des adultes SDF (plus tard, un gymnase de faible capacité sera ouvert pour les seuls MIE). Mais une grande partie des jeunes restait condamnée à la rue et la débrouille individuelle. Certains jeunes s'arrangeaient pour dormir dans des cuisines de foyer à même le sol, d'autres rejoignaient les campements de migrants SDF.

De toute façon, suite à la fin de la trêve hivernale, les quelques mesures de mise à l'abri temporaire ont pris fin. Sur la scolarisation, des associations effectuaient déjà un travail remarquable d'accompagnement et de suivi des jeunes, notamment l'aide à l'inscription aux tests CASNAV (« centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés ») d'évaluation du niveau scolaire. Le collectif s'est associé à ces démarches. Cependant, nous nous sommes rapidement rendu compte que le rectorat pratiquait la rétention des résultats de tests CASNAV, prétextant auprès des jeunes de manière mensongère que le certificat de prise en charge était nécessaire pour récupérer ses résultats de tests... C'était s'opposer à leur scolarisation, et à toute « insertion » dans la société française.

D'un autre côté, il n'était question pour personne de simplement se substituer à l'Etat et socialiser la misère. En quatre mois, les jeunes et le collectif ont mené de nombreuses actions revendicatives. On peut citer pêle-mêle l'occupation de la PAOMIE le 25 février¹, le campement de 12 jours sous le métro aérien face à la PAOMIE, transféré depuis le 31 mars place de la République, aux côtés des mal-logés et sans logements du DAL, les participations à de nombreuses manifestations et à de nombreux rassemblements dont la manifestation internationale antiraciste du 21 mars et celle du DAL pour un toit pour tous le 28 mars, etc.

ET POURTANT ILS EXISTENT !

L'installation du campement initié par le DAL, au cœur de Paris, sur cette place de la République tout

juste rénovée, a fait franchir un nouveau pas à la lutte des MIE. Car elle les rend désormais visibles aux yeux de tous, alors que toute la stratégie des autorités consiste à nier leur existence, à nier qu'ils sont des mineurs, à nier que des centaines d'adolescents sont livrés à la rue et à toutes ses prédateurs par leur incurie.

Or ces jeunes non seulement existent, mais sont capables de lutter et de s'organiser. Dans les réunions hebdomadaires du collectif auxquelles participent jeunes et militants, l'enjeu est double : constituer une équipe de travail à même d'aider les jeunes à naviguer dans les méandres des règlements, directives et autres pièges administratifs ; mais aussi, faire qu'émergent des habitudes de discussion collective chez les jeunes. Car il a toujours été clair dans la tête des militants du collectif que la seule manière que cette lutte soit victorieuse, c'est que les premiers concernés soient les premiers impliqués. C'est là peut-être l'apport particulier des militants révolutionnaires : l'auto-organisation des opprimés comme condition sine qua non de la lutte. Sa mise en place n'a pas été automatique et instantanée, mais l'auto-organisation a suivi son petit chemin.

L'ÉCHEC DES TENTATIVES D'INVISIBILISATION DES MIE

Le vendredi 10 avril, suite à des rendez-vous avec le directeur du CASNAV et avec le conseiller technique à l'hébergement d'urgence et le directeur de cabinet de la ministre du Logement (lors d'une négociation globale ne portant pas uniquement sur les MIE, mais sur tous les sans-abris et mal logés occupant la place de la République), des accords de principe pour l'hébergement des MIE et des mal-logés et la scolarisation des MIE avaient été donnés... accords de principe sur lesquels le ministère et le rectorat sont revenus... avant de céder à nouveau, le 24 avril sur l'hébergement pour tous dans des conditions acceptables, tandis que des engagements étaient pris à nouveau sur la scolarisation.

Les gains obtenus dans la lutte face au rectorat ou au ministère du logement sont des désaveux de la politique du principal acteur concerné, la Mairie de Paris, dont la stratégie a toujours été l'invisibilisation des MIE. Echec cuisant donc pour la Mai-

rie, et brèche dans le système, qui permet non seulement de demander plus mais aussi d'avancer sur les nouveaux arrivants. Cette victoire, quoique modeste, n'est pas à prendre à la légère. Entre ses deux rencontres avec le ministère du logement, le 13 avril au conseil de Paris, la mairie avait annoncé, avec une réforme de l'ASE, un dispositif d'hébergement ouvert uniquement aux MIE déjà scolarisés (une toute petite fraction d'entre eux, d'autant que beaucoup sont empêchés de scolarisation) pour tenter de diviser les MIE entre scolarisés et non-scolarisés. Les MIE ont tenu bon, pendant quatre mois. La mairie, petit soldat des politiques nationales de contrôle des flux migratoires de Valls, doit se sentir un peu penaude...

QUELLES PERSPECTIVES ?

Il faut d'abord continuer d'être une épine dans le pied de la Mairie de Paris. Face à une majorité municipale PS-PCF-EELV qui se targue dans les journaux de « faire du social », il est nécessaire de faire du bruit, encore plus de bruit. La lutte a commencé de manière très isolée, mais les nombreuses initiatives, points fixes et actions, ont permis de tisser des liens avec des syndicats du secteur de l'éducation, de la santé et du social qui travaillaient déjà sur la problématique (une saisine du défenseur des Droits avait déjà été effectuée en 2012 par la CGT-PJJ, la Cimade, RESF, etc.). Ces liens sont importants car c'est ce que craignent avant tout les institutions, de ne pas avoir devant eux un simple collectif local mais des organisations de salariés et des associations dénonçant sans relâche leur double discours, avec des relais dans les médias.

Du point de vue du collectif lui-même, il faut continuer d'essayer d'arracher des victoires immédiates même très partielles, sans perdre de vue l'objectif de la prise en charge immédiate de tous les MIE. Cette lutte dure et déterminée, des plus opprimés parmi les plus opprimés, ne peut être qu'une source d'inspiration pour nous dans ce contexte d'austérité et de racisme galopant. □

¹ Voir la vidéo : <http://paris-luttes.info/quel-age-as-tu-baisse-les-yeux-2750>

APRÈS LE MÉDIATOR ET FACE À LA MULTIPLICATION DES SCANDALES

Faut-il nationaliser l'industrie pharmaceutique ?

PAR KARIM KREBS

Il y a cinq ans, l'affaire du Médiateur déclenchait une nouvelle vague d'accusations contre l'industrie pharmaceutique. Cet antidiabétique, commercialisé depuis 1976 par les laboratoires Servier et utilisé massivement et sans contrôle contre l'excès de poids, était déclaré en 2010 responsable de plusieurs centaines de morts.

Depuis, quelques mesures juridiques ont été saupoudrées, comme la loi de protection des « lanceurs d'alerte » dans le domaine de la santé. Certains responsables corrompus ont été remerciés, on a changé le nom de l'agence du médicament chargée de contrôler les produits pharmaceutiques – et tout est rentré dans l'ordre. On continue de voir s'allon-

ner Thalidomide en 1962, Distilbène en 1977, Vioxx en 2004... Comment arrêter ce scénario infernal, qui ne cesse de se répéter ?

RÉFORMES ANTI-CORRUPTION ET PROGRAMME D'URGENCE ANTICAPITALISTE

Il y a d'abord la solution réformatrice du moment. Le 4 janvier dernier, une « opération mains propres »

ayant révélé l'affaire du Médiateur, Philippe Foucras, le fondateur de l'association Formindep qui propose une formation médicale indépendante des industriels, ou encore la neurologue Michèle Poncet-Ramade. Ils se retrouvent aux côtés de l'écologiste Noël Mamère, de Pierre Larroutourou, fondateur de Nouvelle Donne, de l'euro-députée Michèle Rivasi, de Daniel Cohn-Bendit et de la sénatrice de Seine-Saint-Denis, Aline Archimbaud.

Si on peut trouver nécessaire la lutte contre la corruption, et honnête la démarche de certains signataires qui dénoncent les conflits d'intérêt et les manœuvres de l'industrie pharmaceutique, on peut aussi douter du résultat d'une initiative aussi timide, menée par un groupe aussi hétéroclite. L'appel a beau se terminer par le cri de guerre « La santé n'est pas une marchandise ! », il ne va jamais au-delà d'une « identification des médicaments présentant un fort intérêt public afin de permettre leur appropriation par l'Etat ». L'Etat lui-même ne s'y est pas trompé et s'est approprié l'« opération mains propres », désormais soutenue par la ministre de la Santé socialiste, Marisol Touraine.

Au lieu d'essayer de « construire un mur parfaitement étanche entre les intérêts privés et la décision publique dans le domaine de la santé », comme le propose cet appel, pourquoi ne pas essayer d'abattre le mur ? De trouver des mesures qui, tout en étant concrètes et réalisables, mettent clairement en cause les in-

Le « haka » des Sanofi, dans une manifestation devant le siège du groupe à Paris, en 2013. DR.



ger la liste des médicaments qui suscitent de graves problèmes de santé, parmi lesquels se trouvent le Requip, contre la maladie de Parkinson, le Gardasil, un vaccin contre le cancer du col de l'utérus, ou encore les pilules de 3^e et 4^e génération... Mais ce n'est là que la fin du cortège. En réalité, cela fait plus d'un demi-siècle que les procès se suivent et partagent le même air de famille : Stalidon en 1957,

dans le domaine de la santé s'est fixée pour objectif d'en finir avec la corruption, en faisant baisser le prix des médicaments – qui peut atteindre 256 fois leur prix de revient, comme dans le cas du Solvadi contre l'hépatite C – et en établissant un système de contrôle plus étroit de l'information sur le médicament. Parmi les signataires, on trouve certains médecins critiques, comme Irène Frachon, la pneumologue

térêts capitalistes du secteur ? En janvier 2011, quelques mois après l'éclatement de l'affaire Médiateur, Olivier Besancenot défendait par exemple la mise en place d'un « *service public du médicament sous le contrôle des salariés* » auprès des travailleurs de l'usine de vaccins Sanofi-Pasteur de Val-de-Reuil (Eure), confrontés aux suppressions de postes.

Une telle mesure ne se retrouve pas dans les programmes des autres organisations anticapitalistes, qu'elles soient ou non clairement révolutionnaires. Sans doute parce que l'idée de « service public » a des accents réformistes, comme celle de nationalisation du secteur, souvent défendue par le parti communiste. Pourtant, la mise en œuvre d'un « contrôle des salariés » suppose un processus révolutionnaire touchant l'ensemble de la société. Mais elle permet aussi de faire réfléchir à quelques mesures d'urgence, vitales pour les patients comme pour les salariés : faire réaliser les essais cliniques par le secteur public, lever le secret commercial du médicament, abolir le système des brevets et la publicité, orienter la recherche et la prescription des médicaments en fonction des besoins de santé publique, faire produire les médicaments à prix coûtant en redistribuant les profits aux travailleurs. Autant de mesures d'urgence concrètes qui ont leurs équivalents dans d'autres secteurs industriels mais qui, en prenant un caractère si dramatique et urgent dans le cas de l'industrie pharmaceutique, permettent de convaincre plus efficacement de l'incapacité du capitalisme à répondre à nos besoins.

UN CAPITALISME DE MONOPOLE : PROTECTION DES BREVETS ET AIDE DE L'ETAT

Les profits des laboratoires pharmaceutiques sont exceptionnels, à l'image du groupe Sanofi qui réalise près de 7 milliards de bénéfices en 2014, soit l'équivalent de la moitié du soi-disant « déficit » de la sécurité sociale en France. Pour donner un point de comparaison, Renault n'a amassé, la même année, que 2

milliards de profit, un profit qui avait pourtant *triplé* par rapport à 2013. Selon certaines études, les taux de profit des principaux groupes pharmaceutiques mondiaux dépassent fréquemment les 30 % : en 2009, par exemple, ils atteignaient 35 % pour AstraZeneca, 38 % pour Bayer, 36 % pour Roche et 41 % pour Sanofi.¹ Il y a quelques mois, les montants exceptionnels des dividendes reçus par les actionnaires de Sanofi – la moitié des profits annuels – ont même suscité quelques émois dans la presse et à la télévision, qui a relayé l'intervention de salariés du centre de recherches de Montpellier venus les dénoncer en plein milieu de l'assemblée des actionnaires au Palais des Congrès, face aux représentants de l'Oréal et du fond d'investissement Amundi.

Or, ces profits ne sont possibles que parce qu'il existe un système de financement socialisé des produits pharmaceutiques. Sur les 5100 médicaments remboursés par l'Assurance Maladie, la majorité est remboursée à 65 %, donc par les impôts. En garantissant ainsi leur chiffre d'affaires aux industriels de la pharmacie, les cotisations que nous versons à la sécurité sociale ne servent pas seulement à diminuer les inégalités de santé ou à payer les salaires des ouvriers et des employés de ces entreprises. Elles paient aussi les gigantesques profits du secteur : outre une généreuse politique de subvention publique, l'Etat organise ainsi un détournement massif de l'argent public vers les poches des actionnaires du CAC40.

Comme si ce soutien sans faille de l'Etat ne suffisait pas, la justice et le droit sont eux aussi du côté des capitaux privés. Le système des brevets, qui protègent pendant vingt ans chaque nouveau médicament mis sur le marché, interdit aux concurrents de commercialiser les mêmes produits à des prix inférieurs, rend les génériques illégaux et assure donc aux entreprises des situations de monopole commercial. En bout de chaîne, ce sont les patients qui en subissent les conséquences, car les médicaments restent souvent financièrement inaccessibles, comme c'est le cas pour 22 millions de patients atteints

du sida, dont plus d'un million meurent encore par an en Afrique, alors que les traitements existent.

UNE RECHERCHE DÉCONNECTÉE DES BESOINS MÉDICAUX

Pour justifier ce système, l'argument invoqué par le patronat du secteur est le suivant : « les profits d'aujourd'hui sont les médicaments de demain ». Or, les médicaments réellement innovants et utiles sont rares : souvent, il s'agit de *me-too*, c'est-à-dire de molécules très proches d'autres molécules existantes, dont une partie de la structure chimique a, au mieux, été légèrement modifiée, et dont l'efficacité n'est pas améliorée. Les techniciens, les chimistes et les biologistes des laboratoires de recherche de l'industrie pharmaceutique, loin d'élaborer et de contrôler les axes de recherche, sont les premiers à subir cette situation : plans de licenciements, mutations forcées, brusques arrêts de programmes de recherche sur les maladies les moins rentables, dans lesquels ils se sont parfois investis pendant des années, font partie de leur quotidien.

Et quand de nouvelles molécules sont véritablement mises au point, il s'agit souvent de résultats issus de petites entreprises de biotechnologie et non de découvertes des groupes pharmaceutiques, ou encore de produits de la recherche académique. Parmi d'autres exemples, on peut citer celui du « gène volé », mis au point par l'université publique de Berkeley, récupéré et développé par la biotech d'oncologie Genentech et aujourd'hui commercialisé par le laboratoire suisse Roche, ou encore la mise en place, en France, du programme Bioavenir par la gauche au pouvoir en 1991, qui permet à Rhône-Poulenc de piller la recherche publique, et de s'en approprier les résultats en déposant des brevets. Or, l'argument qui justifie l'existence de ces brevets, selon lequel la propriété privée des résultats scientifiques serait une incitation nécessaire à la recherche, mise en place depuis longtemps, est profondément faux. En fait, les brevets pharmaceutiques sont une invention très récente : en France, à partir de 1844 et pendant plus d'un siècle, les

médicaments ont en fait été exclus du droit des brevets et n'y ont été pleinement réintégrés qu'en 1968, après la mise en place d'un Brevet spécial du médicament en 1959.² Il n'existait, pendant toute cette période, que des brevets de procédés et non, comme aujourd'hui, des brevets sur les molécules elles-mêmes. Pourtant, les années 1950 ont été justement « l'âge d'or des antibiotiques » : le rythme des découvertes était autrement plus élevé qu'aujourd'hui. En réalité, plus la science et les idées circulent, plus on trouve de nouvelles idées car le savoir devient un processus collectif. Dans l'intérêt des malades comme dans celui des chercheurs, les brevets devraient être abolis, et les résultats des recherches rendus intégralement publics.

Cela est particulièrement urgent dans le cas des essais cliniques, l'une des clés de voûte du capitalisme pharmaceutique. Ces tests de l'efficacité du médicament sur le corps humain se réalisent aujourd'hui à grande échelle, le plus souvent dans des pays dont les salaires des personnels soignants sont bas et les législations médicales peu contraignantes, comme la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, en tête du palmarès eu-

ropéen avec respectivement 1812, 1238 et 1091 essais recensés.³ Le problème que posent ces études, c'est qu'elles sont toutes réalisées par les entreprises pharmaceutiques elles-mêmes.

Les raisonnements scientifiques, les protocoles de recherche, les résultats et leur circulation ont donc tendance à être orientés par l'intérêt commercial et non par le service médical rendu par les médicaments, dont on découvre après coup, et parfois des dizaines d'années trop tard, qu'ils sont dangereux, voire mortels. Pour limiter ces catastrophes, il faudrait que tous ces essais cliniques soient non seulement intégralement publics et consultables, à chacune de leurs étapes, mais qu'ils soient réalisés par des chercheurs indépendants des laboratoires, contrôlés et révocables par des patients et des médecins. Là encore, cela impliquerait de s'opposer à l'intérêt des capitalistes du secteur, qui cherchent à être juge et partie, pour mieux vendre leurs marchandises, celles qui guérissent comme celles qui empoisonnent.

Essais cliniques publics, abolition des brevets et des profits, fabrication des médicaments à prix coûtant sous contrôle des salariés, des médecins et des patients : sans être

purement révolutionnaires, ces quelques mesures d'urgence rappellent que tant que le médicament et ses moyens de production ne seront pas une propriété collective, la contradiction fondamentale entre le capitalisme et les besoins, la valeur d'usage et la valeur d'échange, continueront à s'aiguïser au détriment de notre santé.

D'un point de vue plus stratégique, ces revendications, souvent défendues par des salariés de l'industrie, permettent aussi de lier concrètement les intérêts, trop souvent séparés, des travailleurs du secteur – les salaires, l'emploi, mais aussi un métier qui ait un sens – aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Enfin, elles donnent des perspectives politiques plus claires et crédibles qu'une simple « nationalisation », dont le capitalisme peut s'accommoder, et qu'il lui arrive même de mettre en place sans lutte sociale – comme il l'a prouvé récemment dans les secteurs bancaires de nombreux pays frappés par la crise financière. □

1 Mutuelle Générale des Cheminots, *Enquête sur l'industrie pharmaceutique*, page 7.

2 Maurice Cassier, « Brevets pharmaceutiques et santé publique en France : opposition et dispositifs spécifiques d'appropriation des médicaments entre 1791 et 2004 », *Entreprises et histoire* n° 36 (2004).

3 Chiffre du site <https://clinicaltrials.gov>

« La stratégie de la bactérie »

« L'essentiel c'est la santé », clame le slogan publicitaire de Sanofi. Rien n'est moins sûr. Dans cet ouvrage, Quentin Ravelli, chercheur en sociologie au CNRS, analyse les différentes étapes de l'élaboration d'un antibiotique « sans histoire » de Sanofi : la Pyostacine.

Cette enquête nous mène auprès des ouvriers dont les conditions de travail se dégradent au fil des restructurations, puis dévoile les différentes stratégies commerciales développées par la firme pour augmenter les prescriptions de Pyostacine, et met enfin en évidence les collusions entre Sanofi et l'Agence nationale de sécurité du médicament lors des essais cliniques visant à obtenir le permis de commercialisation.

Au-delà d'un scandale comme celui du Médiateur, ce livre passionnant est une charge contre le fonctionnement habituel, mais choquant, d'une industrie qui réalise de gigantesques bénéfices, alimentés en grande partie par l'argent public de la sécurité sociale. Mais qu'importe le développement des résistances aux antibiotiques, les conditions de travail déplorables, l'argent public pillé, les essais cliniques bâclés et les conflits d'intérêt : l'essentiel c'est le profit ! □



Crise grecque : la fin du « bon euro »

PAR HENRI WILNO

La crise grecque entremêle crise économique internationale, spécificités du capitalisme grec et défauts congénitaux de l'euro. L'essentiel pour l'Union européenne a été de sauver les banques détentrices des titres de la dette grecque, puis de faire en sorte que la Grèce paye sa dette et s'adapte aux normes du capitalisme mondialisé. Il en est résulté une déstabilisation brutale de l'économie et de la société grecques.

En mars 1998, le Conseil européen établit la liste des pays éligibles à l'euro. Sur les quinze membres de l'Union européenne de l'époque, trois décidèrent de faire bande à part (Royaume-Uni, Danemark, Suède). Les autres pays ont été retenus, même ceux, comme l'Italie et la Belgique, qui étaient très éloignés du critère d'endettement fixé dans le traité de Maastricht (la dette belge atteignait 124 % du PIB, la dette italienne 114 %). Un seul pays candidat était recalé : la Grèce. Outre sa dette (108 % du PIB), son déficit public dépassait les 4 %, contre 3 % exigés.

Le gouvernement grec dirigé par le PASOK (« parti socialiste ») lança alors une cure d'austérité : privatisations (banques, télécoms, énergie...), gel du traitement des fonctionnaires, hausses d'impôts. Certains évoquèrent un « miracle grec » : l'inflation tomba de 8 à 2 %, le déficit de 10 à moins de 2 %. La Bourse d'Athènes s'envola, l'agence de notation Moody's releva la note du pays de quatre crans, tandis que le cours de la drachme progressait.

En 2000, la Grèce était donc admise dans la zone euro. L'euro entrant en circulation le 1^{er} janvier 2002, une grande fête était organisée à Athènes le 31 au soir, avec une montgolfière aux couleurs de la Grèce portant l'inscription « Welcome euro » et un spectacle son et lumière.

On apprendra plus tard que les chiffres grecs avaient été « arrangés ». Mais comme l'avaient aussi été ceux d'autres pays, y compris, via divers artifices comptables, la France, l'Italie et... l'Allemagne.¹

En fait, à cette époque, l'Union européenne s'est trouvée face à une alternative : faire un exemple en écartant la Grèce ou bien privilégier la dimension politique. C'est cette dernière qui a pré-

valu. Ecarter un pays candidat affaiblissait le « projet européen » : non seulement l'Union européenne voulait s'élargir à l'Est après l'effondrement du bloc soviétique, mais l'euro, outre son contenu économique, est un projet politique du capital pour la gouvernance de l'Europe. Avec l'euro est sacralisée l'indépendance de la Banque centrale et de la gestion de la monnaie ; la Banque centrale ne peut plus prêter aux Etats ; la politique économique est enserrée dans les dogmes désormais communs à la droite et à la gauche sociale-libérale et donc exclue du débat démocratique. Dans cette optique, intégrer la Grèce était d'autant moins un problème qu'elle était rentrée dans le rang, avait « fait des efforts » et qu'avec un PIB représentant 1,9 % de celui de l'Europe, elle semblait ne représenter qu'un risque limité.

UN PARI PÉRILLEUX

Pour le capitalisme grec, le choix de l'euro représentait un pari. L'objectif était de sortir de sa place périphérique et d'accéder au cercle des « puissants ». Et, plus concrètement, de bénéficier des avantages d'une monnaie forte afin de pouvoir emprunter à des taux d'intérêt réduits. Mais le pari était périlleux. La Grèce se retrouvait entièrement subordonnée au cadre européen, sans pouvoir compenser la faiblesse de sa compétitivité en dévaluant sa monnaie². La composante internationalisée de la bourgeoisie (les armateurs) pouvait s'en accommoder, mais les activités à base locale (industrie, agriculture) allaient être à la peine.

Dans un premier temps, les résultats ont semblé être au rendez-vous : dans une étude parue en novembre 2007, l'OCDE loue la croissance grecque et la « robustesse accrue » de son économie.

Effectivement, l'euro a débouché sur des taux d'intérêt plus bas : l'endettement privé (entreprises, ménages) s'est emballé, ce qui a soutenu la demande et favorisé la croissance, les banques grecques ont emprunté à l'étranger. L'organisation des Jeux Olympiques de 2004 a également soutenu l'activité. Les exportations grecques ont bénéficié de l'ouverture des marchés des voisins balkaniques.

En contrepartie, les Jeux Olympiques (marqués par un dérapage des dépenses et par des affaires de corruption) ont contribué à la remontée du déficit public et à l'accroissement de l'endettement extérieur. Après les Jeux, sous la pression des autorités européennes, la Grèce a mis en place des mesures de rigueur budgétaire. Dans le même temps, le taux de profit tendait à augmenter (mais restait inférieur à ce qu'il avait été dans les années 1970), l'amélioration de l'efficacité du capital (rapport entre le volume de production et le capital fixe) compensant la légère montée de la part des salaires³.

Mais les problèmes structurels demeuraient, condensés dans une compétitivité insuffisante au regard des autres pays de la zone euro. L'emploi industriel a reculé et les dépenses de recherche-développement sont restées basses (0,7 % du PIB en 2012), trois fois inférieures à la moyenne de l'Union européenne (2,1%). Le taux de change de l'euro, qui durant les années 2000 n'a cessé de progresser, a pénalisé les échanges de la Grèce sur les marchés hors zone euro, tandis qu'à l'intérieur de cette zone le marché unique confrontait les fragilités de l'économie grecque à des économies plus solides (d'autant qu'au même moment, avec les réformes Hartz, l'Allemagne avait fait le choix d'une compression salariale). Le déficit

commercial s'est creusé davantage. Tant que les taux d'intérêt demeuraient relativement bas, ils permettaient un financement « sans douleur » de déficits récurrents. La dette était par ailleurs accrue par le poids des dépenses militaires, les sorties illicites de capitaux et le peu d'empressement du gouvernement grec à augmenter ses recettes fiscales en traquant la fraude et en mettant un peu plus de justice dans les impôts sur le revenu et le capital. Chaque année, la charge des dettes passées et la situation de son budget imposent à la Grèce d'emprunter à nouveau. De 103 % du PIB en 2006, la dette est passée à 127 % en 2009 et a bondi à 146 % en 2010.

La crise internationale déclenchée en 2007-2008 a mis fin à cette euphorie artificielle. Les marchés financiers, déchainés et incertains, ont commencé à prendre en compte les fragilités de l'économie grecque et son endettement public élevé. Jusqu'à présent prévalait l'idée que la dette grecque était une dette de bonne qualité, car libellée dans la monnaie d'une zone économique solide. Désormais ce n'était plus le cas : l'écart entre les taux auxquels la Grèce et l'Allemagne empruntent sur les marchés financiers a commencé à augmenter fortement.

La situation est devenue paroxystique en 2010 du fait de la crise mondiale, mais sans celle-ci, il y aurait quand même eu probablement une crise grecque. Elle aurait été plus lente, plus étalée dans le temps mais serait intervenue car le capitalisme grec, de par ses caractéristiques, ne pouvait s'adapter sans casse aux contraintes de l'euro.

LA CRISE DE 2010 ET LES MÉMORANDUMS

Les tensions sur la dette grecque ont été accrues par une décision politique du nouveau gouvernement grec (le PASOK de Géorgios Papandréou ayant gagné

les élections d'octobre 2009), annonçant que le déficit public était deux fois plus élevé qu'annoncé par son prédécesseur de droite. Il est à peu près certain que les statisticiens grecs et Papandréou ont gonflé le déficit pour dramatiser la situation et faire accepter une austérité renforcée⁴.

Les agences de notation ont alors abaissé brutalement la note de la dette grecque. Les taux exigés pour l'achat des titres grecs ont explosé. Le remboursement de la dette étant donc en péril, le gouvernement PASOK a pris un tournant brutal vers l'austérité⁵ et en a



En 2010, pendant une journée de grève générale. DR.

appelé à ses partenaires de la zone euro. A l'époque, la dette était essentiellement détenue par des banques privées (notamment françaises, allemandes et britanniques) attirées par les taux d'intérêt élevés.

Face à cette situation, les gouvernements européens étaient divisés. Les hautes sphères de l'UE savaient qu'une faillite grecque serait désastreuse pour les banques européennes et fragiliserait la zone euro. Les Etats-Unis, dont des fonds de pension avaient acheté des titres grecs, s'alarmaient également. Mais l'Allemagne hésitait : une opéra-

tion de soutien était contradictoire avec les règles qu'elle voulait pour l'Europe (ne pas renflouer les Etats « laxistes »). Bien entendu, le sauvetage des banques a été la priorité. Mais le temps mis à prendre une décision a permis d'augmenter la pression et de mettre la Grèce sous tutelle. Entre janvier et mars 2010, Papandréou a dû présenter trois moutures successives de son plan d'austérité avant que la Commission se déclare satisfaite. Pendant ce temps, la spéculation s'est déchainée, faisant encore augmenter la dette. Un mécanisme de surveillance permanent a finalement été imposé (c'est la fameuse Troïka, le FMI entrant en jeu aux côtés de la Commission et de la BCE).

Le 2 mai 2010 était adopté un plan d'« aide » de 110 milliards d'euros. Les banques ont donc été sauvées. Notons que les sommes prêtées à la Grèce le sont au taux de 5 %, alors qu'au même moment la BCE fournit des liquidités aux banques à un taux de 1 %. La contrepartie est un plan d'austérité comprenant le gel des salaires des fonctionnaires pendant trois ans, la suppression des 13^e et 14^e mois de salaire dans la fonction publique, le renforcement de la flexibilité du travail, l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites, une nouvelle hausse de la TVA. La réaction populaire est claire : une grève générale (la troisième depuis février) est organisée et s'accompagne de manifestations importantes.

En fait, ce plan, comme ceux qui ont suivi, n'était pas seulement un plan d'austérité mais visait à transformer complètement le système social grec. Il associait des dispositions concernant directement les finances publiques (coupes budgétaires, baisse des retraites et des indemnités chômage, réduction des dépenses de santé, hausse de la TVA et mise en place de nouvelles taxes) avec des « réformes structurelles » (réforme de la fonction publique, démantèlement des protections des salariés, privatisations).

Durant cette période, une des préoccupations majeures des gouvernements français et allemands a été de sécuriser les contrats d'armement passés avec la Grèce, dont certains étaient soupçonnés d'être entachés de corruption (et s'il y a corruption il y a des corrupteurs, en l'occurrence des firmes surtout allemandes mais aussi françaises). Ainsi, le budget de la défense a été largement épargné alors que dans le même temps, le gouvernement PASOK taillait dans les dépenses sociales⁶.

Mais l'« aide » n'a rien résolu des problèmes d'une économie grecque qui s'effondrait. Toutes les prévisions de croissance économique se sont avérées fausses, la récession a été beaucoup plus forte qu'annoncée⁷. L'« aide » a servi à payer la dette et à tirer d'affaire les banques. Dès juin 2011 étaient adoptées de nouvelles mesures d'austérité conçues avec la Troïka. Une concertation s'est alors engagée entre les États européens sur le devenir de la dette grecque. Celle-ci a été restructurée. Plutôt que de risquer de n'être jamais payées, les banques privées ont accepté d'abandonner environ 50 % de leurs créances (en fait, si l'on tient compte de tous les éléments du « deal », la perte apparaît moindre⁸). Avec cette restructuration, la dette grecque est passée de créanciers privés à des créanciers publics, qui en détiennent aujourd'hui plus de 80 % : FMI (32 milliards), BCE (27 milliards), Fonds européen de stabilité financière (142 milliards), crédits bilatéraux des différents pays (53 milliards).

De nouveaux crédits (130 milliards) ont ensuite été accordés à la Grèce en échange d'un plan d'austérité supplémentaire. Papandréou, devant la montée de l'opposition populaire, a évoqué l'organisation d'un référendum puis, face à l'opposition de ses interlocuteurs européens, a été contraint de céder la place à un gouvernement d'« union nationale », droite et PASOK. En février 2012, le Parlement grec a dû adopter en urgence ce deuxième mémorandum. Un troisième a suivi en novembre 2012. L'un et l'autre contenaient la même panoplie de mesures que le premier. Le salaire minimum a été baissé d'un tiers et les autres salaires bloqués ou réduits (dans le privé, le paiement des salaires est devenu parfois aléatoire).

Au prix d'une casse sociale considérable, la politique mise en œuvre depuis 2010 a résolu le problème des banques, mais pas celui de la dette. Après avoir quelque peu baissé en 2012, elle a progressé à nouveau en 2013 et 2014, pour atteindre 176 % du PIB. Le déficit commercial extérieur s'est réduit essentiellement du fait de la contraction des importations, en raison de la récession ; la progression des exportations a été limitée et la baisse des salaires a surtout permis une augmentation des marges des entreprises. La reprise de la croissance annoncée par la Commission européenne se ferait, si elle était confirmée, sur la base d'un recul sans précédent sauf en période de guerre.

L'ÉCHEC DES MÉMORANDUMS

Les mémorandums successifs ont une double finalité. D'abord, faire face au problème immédiat des liquidités nécessaires pour que la Grèce puisse continuer à payer sa dette. Une fois la dette redevenue « soutenable », la Grèce pourrait à nouveau se financer sur le marché des capitaux à des taux « normaux ». Ensuite, transformer le capitalisme grec, renforcer le secteur privé, faire de la Grèce une économie compétitive. Ce dernier point apparente ces mémorandums aux programmes d'ajustement structurel mis en œuvre par le FMI dans le tiers-monde.

La première difficulté spécifique à la Grèce est son appartenance à la zone euro. Les programmes du FMI comprennent une dévaluation de la monnaie, mais dans ce cas celle-ci est impossible. Les résultats des mémorandums reposent donc entièrement sur l'austérité et les réformes libérales. La deuxième caractéristique du programme grec est sa brutalité. Dès la première année, des mesures très dures ont été mises en œuvre. Cette brutalité résultait de la volonté de la Commission européenne de résoudre la question grecque aussi vite que possible avant d'éviter un risque de contagion, alors que le FMI aurait préféré une application plus progressive.

Les raisons de l'échec des mémorandums (sauf pour ce qui est du sauvetage des banques) font débat. C'est en fait la même controverse que celle sur les politiques d'austérité dans l'ensemble de l'Union européenne : absurdités néolibérales, ou politiques de rétablissement des profits pour lesquelles l'impact sur la croissance et le chômage ne

sont que des dommages collatéraux et secondaires ? Des économistes marxistes grecs⁹ soutiennent que les causes de l'échec ne résident pas dans la logique générale du plan appliqué mais dans sa brutalité et dans la volonté de résultats très rapides. La structure de l'économie grecque en a été ébranlée, en particulier les activités productives et les petites et moyennes entreprises. Même si le processus d'accumulation capitaliste finit par repartir, cela se fera sur la base d'une économie affaiblie dont les capacités exportatrices seront limitées.

Par ailleurs, les classes moyennes ont vu leurs positions remises en cause, ce qui déstabilise les alliances de classe traditionnelles. C'est sans doute, sur fond de mécontentement général contre la Troïka, une des raisons du succès électoral de Syriza.

Une première conclusion de cet examen de la crise grecque est que l'on n'assiste pas à une crise de la dette à proprement parler, mais à celle d'un capitalisme spécifique dans le cadre d'une zone euro dont les mécanismes favorisent les capitalismes les plus forts. Une autre, que les politiques imposées à la Grèce ne sont pas des lubies idéologiques mais participent d'un projet qui pèse sur toutes les classes populaires européennes et ne peut être remis en cause avec de la bonne volonté ou des démonstrations d'économistes. Pour paraphraser Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza, l'idée d'un « bon euro » s'est effondrée. □

1 Olivier Delorme, « La Grèce et les Balkans », tome III, Folio Histoire, 2013, p. 2034-2035.

2 Une dévaluation de la monnaie augmente le prix des produits étrangers importés et fait baisser celui des produits exportés (si les entreprises n'en profitent pas pour augmenter leurs profits).

3 Michel Husson, « Grèce : une économie dépendante et rentière », <http://alencontre.org/europe/grece-une-economie-dependante-et-rentiere.html>

4 « Athènes aurait gonflé son déficit sous l'œil de Bruxelles pour justifier l'austérité », Romain Renier, *La Tribune*, 23/01/2013, <http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20130122trib000744060/la-grece-auroit-gonfle-son-deficit-public-sous-l-oeil-de-bruxelles-pour-justifier-l-austerite.html>

5 Benjamin Coriat et Christopher Lantenois, « L'imbraglio grec : la dette souveraine grecque prise au piège de la zone euro », Note des économistes atterrés, 15 Juillet 2011, <http://atterres.org/sites/default/files/l%27imbraglio%20grec.pdf>

6 Eric Toussaint, « Grèce : Tout un symbole de dette illégitime », <http://cadtm.org/Grece-Tout-un-symbole-de-dette>

7 Michel Husson, « Grèce, régression pour rien ? », <http://alencontre.org/europe/grece-regression-pour-rien.html>

8 Xavier Dupret, « Restructuration de la dette grecque. Bénéfice sur toute la ligne pour les créanciers... », <http://cadtm.org/IMG/pdf/150309grece3-2.pdf>

9 « Greek Capitalism in Crisis, Marxist analyses ». Edité par Stavros Mavroudeas, Routledge, 2014, www.gbv.de/dms/zbw/779313909.pdf

FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Union nationale et Yalta contre la révolution

PAR HENRI WILNO

Le 21 août 1944, Albert Camus signait l'éditorial du quotidien *Combat* sorti de la clandestinité. Intitulé « *De la Résistance à la Révolution* », il traçait la ligne politique du journal : « *en finir avec l'esprit de médiocrité et les puissances d'argent, avec un état social où la classe dirigeante a trahi tous ses devoirs et a manqué à la fois d'intelligence et de cœur. Nous voulons réaliser sans délai une vraie démocratie populaire et ouvrière.* » A sa façon, Camus résumait ce qui était sans doute l'état d'esprit de la majorité des Français à la Libération. Une Libération qui ne signifiait pas seulement la défaite des troupes nazies mais aussi la fin du régime de Vichy et du « fascisme à la française ».

Mais derrière ce type de proclamation se cachaient des projets différents. Pour De Gaulle, il s'agissait d'instaurer un Etat bourgeois plus fort et plus efficace que ne l'avait été la III^e République, capable de reconstruire l'économie et de s'imposer sur la scène internationale.

Ce projet s'opposait aux aspirations de larges secteurs populaires qui avaient souffert de la guerre, en avaient assez de leurs conditions de vie, des collabos et des profiteurs et qui, dans certains secteurs du territoire, disposaient, avec les comités de libération et les milices patriotiques, d'instruments qui mettaient en péril « la restauration de l'autorité de l'Etat ». Pour parvenir à leurs fins, De Gaulle et ses alliés feront des réformes structurelles (nationalisations) et sociales et trouveront un allié précieux dans la direction du parti communiste qui, malgré des réticences à la base, allait, au nom d'une prétendue « unité de la Résistance » (en fait l'union nationale) accepter le cadre de l'Etat bourgeois reconstitué.

Un premier article de ce dossier montre l'importance décisive du compromis

entre l'URSS et ses alliés occidentaux sur leurs zones d'influence respectives. Plusieurs contributions retracent ensuite l'évolution de la France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en rappelant qu'elle s'est accompagnée d'une volonté de rétablissement de l'Empire colonial français, fût-ce au prix du massacre de populations qui, comme en Afrique, avaient fourni des soldats à la « France libre ».

Un dernier article porte sur la guerre ci-

ments des peuples colonisés contre les différents impérialistes. « *Toutes ces guerres de libération nationale étaient des guerres justes, indépendamment de la nature de leur direction politique* ».

Enfin, dans cette analyse, Mandel en arrive « à la cinquième guerre, qui est la plus complexe. Je ne dirais pas qu'elle existait dans la totalité de l'Europe occupée par l'impérialisme nazi, mais elle fut particulièrement prononcée dans deux pays, la Yougoslavie et la Grèce, présente en grande partie

en Pologne, et naissante en France et en Italie. C'était une guerre de libération menée par les ouvriers, les paysans, et la petite-bourgeoisie urbaine opprimés contre les impérialistes nazis et leurs faire-valoir locaux [...] Les gens n'ont pas combattu parce qu'ils étaient des patriotes chauvins. Les gens combattaient parce qu'ils avaient faim, parce qu'ils étaient surexploités, parce qu'il y avait des déportations massives de travailleurs forcés en Allemagne, parce qu'il y avait des exécutions de masse, parce qu'il n'y avait aucun droit de grève, parce



Pendant les combats de la libération de Paris. DR.

vile grecque qui a vu les Anglais, les monarchistes grecs et des secteurs ayant collaboré avec les occupants nazis s'allier contre la résistance communiste.

Ce dernier point rappelle ce qu'a été la Deuxième Guerre mondiale. Ce fut une combinaison de plusieurs guerres différentes, comme l'a souligné Ernest Mandel¹ qui en discernait même cinq.

« *Tout d'abord, il y avait bien entendu une guerre inter-impérialiste, une guerre entre les impérialismes nazi, italien et japonais, d'une part, et les impérialismes anglo-américain-français d'une part. Cette guerre était de nature réactionnaire, une guerre entre différents groupes de puissances impérialistes* ».

A quoi s'ajoutait deux guerres de défense nationale (la Chine contre les agressions des impérialistes japonais, l'URSS contre l'invasion nazie) et les premiers soulève-

que les syndicats ont été interdits, parce que les communistes, les socialistes et les syndicalistes étaient mis en prison. C'est pour cela que les travailleurs entraient en résistance, et non parce qu'ils étaient des « patriotes chauvins ». Certains étaient souvent des chauvins également, mais ce n'était pas la raison principale de leur révolte. »²

Cette conjoncture particulière aurait peut-être permis en France, en Italie, en Grèce de passer effectivement « de la Résistance à la Révolution », même si l'issue d'aucune lutte n'est jamais donnée d'avance. □

¹ Ernest Mandel « Les trotskystes et la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale », www.ernestmandel.org/new/écrits/article/les-trotskyistes-et-la-résistance

² Il faut ajouter à ces cinq guerres, l'entreprise des nazis et de leurs complices, dans divers pays, d'extermination de populations entières : Juifs et aussi Tsiganes.

1936-1945 : 10 années de guerres civiles et internationale

PAR HENRI WILNO

Les années 1936-1945 qui encadrent la Deuxième Guerre mondiale sont à la fois des années de guerres civiles et de guerre internationale. Dans toute chronologie, il y a une part d'arbitraire. Celle-ci part de 1936 (« Plutôt Hitler que le Front populaire », proclamaient des secteurs de la droite française) et s'achève en 1945 avec les tentatives sanglantes de rétablissement de l'ordre colonial français en Algérie et au Vietnam.

18 juillet 1936 : coup d'Etat de Franco. Début de la guerre d'Espagne (qui se terminera le 1^{er} avril 1939). Franco a le soutien militaire de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste alors que le Front populaire français est pour la « non-intervention ».

Juillet 1937 : le Japon entame la conquête de la Chine.

29 mars 1938 : Anschluss (annexion de l'Autriche par le Troisième Reich).

29-30 septembre 1938 : accords de Munich entre le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne. France et Royaume-Uni sacrifient leur allié tchèque et permettent l'annexion des Sudètes par le Troisième Reich.

11 octobre 1938 : le président Franklin D. Roosevelt annonce l'intensification du réarmement américain.

Décembre 1938 : Léon Trotsky indique que « le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination physique des Juifs » (« Appel aux Juifs américains »).

Mars 1939 : l'Allemagne occupe la Tchécoslovaquie.

23 août 1939 : après l'échec des pourparlers avec la Grande-Bretagne et la France, les négociations entre l'URSS et l'Allemagne débouchent sur la signature à Moscou du pacte germano-soviétique. Un protocole secret détermine les zones d'influence soviétique et allemande en Europe de l'Est et notamment le partage de la Pologne.

1^{er} septembre 1939 : l'Allemagne attaque la Pologne.

3 septembre 1939 : Le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

17 septembre 1939 : Les troupes soviétiques, conformément au protocole secret du pacte germano-soviétique, envahissent la Pologne orientale.

26 septembre 1939 : Le gouvernement français décrète la dissolution du Parti communiste.

10 mai 1940 : début des opérations mili-

itaires. Les forces allemandes avancent au Luxembourg, en Belgique, aux Pays-Bas puis en France.

18 mai 1940 : Paul Reynaud annonce à la radio la nomination du maréchal Pétain au poste de vice-président du Conseil.

14 juin 1940 : entrée des troupes allemandes à Paris.

16 juin 1940 : démission de Paul Reynaud, Philippe Pétain est nommé chef du gouvernement français. Il appelle le 17 juin à cesser les combats.

18 juin 1940 : appel de De Gaulle à la radio de Londres.

22 juin 1940 : signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne nazie. Le nord de la France est occupé par l'armée allemande : c'est la zone occupée ; le sud de la France reste « libre » : c'est la « zone libre », où s'installe le gouvernement de Vichy dirigé par Philippe Pétain.

UN « ORDRE NOUVEAU »

25 juin 1940 : Pétain annonce que va être instauré un « ordre nouveau ».

10 juillet 1940 : réunie au Grand Casino de Vichy, l'Assemblée nationale (celle du Front populaire) accorde les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, par 569 voix contre 80 et 17 abstentions, afin de promulguer « une nouvelle Constitution de l'Etat français ».

22 juillet 1940 : loi de Vichy sur la révision de toutes les naturalisations intervenues depuis 1927.

13 août 1940 : début de la « Révolution nationale ». Mise en place du fascisme « à la française ».

Début de la deuxième phase de la bataille d'Angleterre, la Luftwaffe lance une grande offensive aérienne contre le Royaume-Uni.

20 août 1940 : un convoi de républicains espagnols part d'Angoulême. Les hommes de plus de 13 ans seront dirigés vers le



camp de Mathausen où très peu survécurent, les femmes et les enfants seront rendus à Franco. L'article 19 de la convention d'armistice prévoyait aussi que les réfugiés antifascistes allemands seraient livrés à Hitler.

21 août 1940 : Léon Trotsky est assassiné par un agent de Staline.

15 septembre 1940 : La devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité » est remplacée par « Travail, Famille, Patrie ».

3 octobre 1940 : sans que les Allemands lui aient encore rien demandé, le gouvernement de Vichy promulgue une loi portant sur le statut des Juifs.

27 octobre 1940 : en Afrique coloniale française, par le manifeste de Brazzaville, De Gaulle constitue un pouvoir politique véritablement organisé et crée le Conseil de défense de l'Empire.

9 novembre 1940 : dissolution de la CGT et de la CFTC.

14 mai 1941 : rafle des Juifs étrangers organisée par la préfecture de police de Paris avec l'accord de la délégation du gouvernement de Vichy dans la zone occupée et sur demande des autorités d'occupation.

15 mai 1941 : le PC appelle à un vaste rassemblement de tous les Français « sauf les capitulards et les traîtres ». Ainsi naît le « Front national de lutte pour l'indépen-

dance de la France ».

27 mai 1941 : début d'une grève de mineurs dans le Nord-Pas-de-Calais (zone occupée), qui durera jusqu'au 10 juin.

22 juin 1941 : la Wehrmacht envahit l'URSS.



Hiroshima après l'attaque nucléaire du 6 août 1945. DR.

2^{ème} semestre 1941 : constitution progressive d'une organisation armée de résistance par le PC.

4 octobre 1941 : charte du travail qui instaure des corporations par branches d'activité, dissout les syndicats et interdit les grèves.

7 décembre 1941 : attaque aérienne japonaise sur la base américaine de Pearl Harbor. Les Etats-Unis vont entrer dans la guerre.

27 mars 1942 : premier convoi de Juifs déportés en direction d'un camp d'extermination.

2 juillet 1942 : accords Bousquet-Oberg pour la collaboration des polices française et allemande, en présence d'Heydrich, adjoint de Himmler.

16 juillet 1942 : rafle du Vel d'Hiv à Paris. 9 000 policiers et gendarmes français exécutent la plus grande rafle de 12 884 Juifs étrangers. Seuls quelques centaines de survivants, dont une trentaine d'enfants, reviendront des camps de la mort en 1945.

Août 1942 : début de la bataille de Stalingrad.

11 novembre : occupation de la « zone libre » par les Allemands.

30 janvier 1943 : création par Vichy de la Milice chargée de traquer les résistants, les Juifs et tous les opposants.

16 février 1943 : mise en place du Service du travail obligatoire (STO) pour aller travailler en Allemagne.

27 février 1943 : victoire soviétique à Stalingrad.

Mai 1943 : pour donner des gages à ses alliés, Staline dissout officiellement le Komintern (Internationale communiste). En France, le Parti communiste (PC) est rebaptisé Parti communiste français (PCF).

27 mai 1943 : première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) regroupant les représentants des huit grands mouvements de résistance, des deux grands syndicats d'avant-guerre (CGT et CFTC), des six principaux partis politiques d'avant-guerre (du PCF à la droite).

30 mai 1943 : De Gaulle s'installe à Alger et met en place le GPRF (gouvernement provisoire de la République française).

10 juillet 1943 : débarquement des Alliés en Sicile.

26 janvier 1944 : fin du siège de Leningrad.

26 mars 1944 : miliciens et Allemands donnent l'assaut au maquis des Glières en Haute-Savoie.

8 mai 1944 : le territoire de l'URSS est complètement libéré.

6 juin 1944 : débarquement en Normandie.

RESTAURER « L'AUTORITÉ DE L'ETAT »

25 août 1944 : Paris est libéré. Le général De Gaulle défile triomphalement sur les Champs-Élysées. Le GPRF s'installe à Paris.

Septembre 1944 - janvier 1945 : le général De Gaulle veut imposer son autorité face à la Résistance intérieure. En effet, existent deux réseaux de pouvoir : celui du GPRF et celui du CNR appuyé sur des comités locaux de libération. Le GPRF envoie dans chaque grande région un commissaire de la République. Ces commissaires se heurtent parfois aux comités locaux de la Résistance, qui regimbent à céder un pouvoir acquis suite à la Libération, en particulier dans les territoires libérés par la Résistance (Sud-Ouest, Savoie...).

Septembre 1944 : au nom de la CGT, Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, lance la « bataille pour la production ».

Été - automne 1944 : Anglo-saxons et Soviétiques discutent de leur zones d'influence après la guerre. Le 10 octobre 1944 à Moscou, Churchill et Staline finalisent un accord sur les pays balkaniques.

Churchill tient surtout à maintenir la Grèce dans la sphère occidentale, en dépit de l'influence qu'y joue le parti communiste.

Octobre 1944 : aussitôt après la retraite des forces allemandes, des troupes britanniques débarquent en Grèce et organisent le désarmement et la dissolution de l'ELAS (Armée populaire de libération nationale), qui contrôlait une bonne partie du pays et où la force dominante était le Parti communiste de Grèce.

28 octobre 1944 : le GPRF (qui comprend des ministres communistes) ordonne par décret le désarmement et la dissolution des Milices patriotiques constituées en janvier 1944 à l'initiative du PCF et avalisées par le CNR. Après l'incorporation des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans l'armée régulière, De Gaulle entend affirmer le rétablissement de l'« ordre républicain ». Dans un premier temps, le CNR et le PCF refusent. Mais Maurice Thorez, de retour en France (il a passé la guerre en URSS), va peser pour l'acceptation des décisions du GPRF. La dissolution des milices patriotiques ne devint effective qu'au début de 1945, lorsque Maurice Thorez lança au comité central du PCF des 21-23 janvier le mot d'ordre : « une seule armée, une seule police, une seule administration ». Un bémol est mis également sur la dénonciation des « trusts » et les nationalisations.

17-22 janvier 1945 : entrée de l'Armée rouge à Varsovie.

4-11 février 1945 : conférence de Yalta réunissant Roosevelt, Churchill et Staline. Les Alliés se partagent les zones d'influence en Europe.

8 mai 1945 : capitulation allemande. L'armée française tire à Sétif en Algérie sur une manifestation appelée pour célébrer la victoire et rappeler les revendications algériennes.

14 août 1945 : capitulation du Japon après les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

21 juillet 1945 : Maurice Thorez déclare à Waziers, dans le bassin houiller, devant des ouvriers impatients de voir leurs conditions s'améliorer : « produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir des Français. Hier, notre arme était le sabotage, l'action armée contre l'ennemi, aujourd'hui, l'arme, c'est la production pour faire échec aux plans de la réaction. »

2 septembre 1945 : proclamation officielle par Ho Chi Minh, à Hanoi, de la République démocratique du Viet Nam et de l'indépendance. Le GPRF envoie un corps expéditionnaire afin de « reprendre en main » le territoire. □

1945 : partage du monde et grande alliance contre la révolution

PAR YANN CÉZARD

La barbarie extrême du nazisme et le bellicisme assumé des fascismes pourraient faire oublier à quel point la Deuxième Guerre mondiale fut (entre autres aspects), autant que la Première, une guerre « impérialiste », menée par les gouvernements des grandes puissances moins pour des principes, démocratie contre fascisme, que pour des intérêts. En 1939, des impérialismes frustrés et donc agressifs s'attaquèrent à des impérialismes pacifiques car repus, pour imposer un nouveau partage du monde. Qui eut bien lieu, mais ce ne fut pas celui dont rêvaient Mussolini, Hitler et l'état-major japonais.

Dans ses *Mémoires de Guerre (Triomphe et Tragédie)* Churchill évoque ainsi ses pensées du début de l'année 1944 : « *le triomphe de la Grande Alliance n'était plus qu'une question de temps, il était naturel que les ambitions russes allassent croissant. Le communisme dressait la tête derrière le front soviétique, tout grondant du tonnerre des canons.* » Tout au long de la guerre, les « Alliés » n'oublièrent bien sûr jamais leurs propres intérêts et leurs rivalités internes, avec pour préoccupation majeure : qui dominerait le monde d'après ?

Ces préoccupations influèrent directement sur les opérations militaires. Ainsi, lorsque l'URSS fut sauvagement attaquée par Hitler en juin 1941, les Anglais et les Américains décidèrent assez vite de lui apporter un soutien matériel massif. Mais ils tardèrent à mettre sur pied l'ouverture du « second front » en Europe occidentale, que réclamait Staline pour soulager ses propres troupes. Il fallut attendre juin 1944 et trois longues années pendant lesquelles les soviétiques supportèrent le poids le plus lourd de la guerre.

Il y avait à ce retard des raisons militaires, les armées anglo-américaines ne se sentant pas encore prêtes à affronter la puissante machine de guerre allemande dans une bataille décisive. Mais aussi des raisons plus politiques et plus honteuses. Churchill réussit à convaincre Roosevelt de se concentrer d'abord sur le contrôle de l'Afrique du nord et du Moyen-Orient, puis proposa de débarquer... en Grèce. Ce fut un calcul en deux temps : d'abord il avait songé qu'après tout il n'était pas si terrible que l'allié soviétique perde des forces

dans son combat contre l'Allemagne, puis, une fois qu'il fut patent que l'Armée rouge écraserait la Wehrmacht et mettrait la main tôt ou tard sur l'Europe centrale et les Balkans, il lui parut de plus en plus urgent de débarquer en Méditerranée pour remonter vers le nord, prendre Vienne et Prague avant l'ami Joseph...

Le débarquement anglo-américain de 1943 se fit finalement en Italie, un compromis qui ne satisfaisait pas complètement Churchill. De toute évidence, « l'esprit de Munich » n'était pas tout à fait mort : en 1938, les Anglais et les Français y avaient cédé aux revendications de Hitler sur la Tchécoslovaquie, dans l'espoir, aussi, de détourner ses ambitions (et la guerre) sur l'URSS. Staline avait répondu non moins cyniquement par le pacte germano-soviétique de 1939. En 1944, lorsque ses troupes entrèrent en Pologne, il se montra à nouveau ni plus ni moins cynique que Churchill. Alors que la résistance nationaliste pro-britannique voulait faire une démonstration de force en libérant Varsovie elle-même, l'Armée rouge s'arrêta au bord de la Vistule et laissa les Allemands massacrer l'insurrection et la débarrasser d'un partenaire gênant pour l'avenir.

Sous le sourire des « amis » lors des conférences de Yalta et de Potsdam se cachaient ces manœuvres sanglantes par lesquelles les Alliés tentaient de modifier les rapports de force entre eux. Car c'est sur la base de ces rapports de force que se ferait le partage de l'Europe. Churchill a encore le mérite de la franchise quand il raconte dans ses *Mémoires* ses tractations avec Staline, à Moscou, en octobre 1944. « *Je déclarai : réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulga-*

rie. Nous avons des intérêts (...) dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie,

Churchill, Harry Truman (qui venait de succéder à Roosevelt à la tête des Etats-Unis) et Staline pendant la conférence de Potsdam, en juillet-août 1945. DR.



que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50 en Yougoslavie ? »¹

LA RIVALITÉ DES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX

Il y eut aussi combat, plus feutré, entre les puissances occidentales. Dans les *Mémoires de guerre* de De Gaulle, la plupart des pages sont consacrées non à la lutte militaire contre les nazis (l'armée « française libre » étant peu de chose) mais aux conflits avec les Anglais et les Américains.

La grande oeuvre de Gaulle fut de préserver la possibilité pour l'Etat français d'être reconnu comme un vainqueur du conflit et de pouvoir récupérer son empire colonial. Qui était moins menacé par les Allemands que par un Churchill, qui essaya par exemple de chiper la Syrie sous mandat français en soutenant des mouvements nationalistes locaux... que la « France libre » réprima sauvagement. Un conflit virtuel opposait aussi les vieilles puissances coloniales aux Améri-



cains. Impérialistes implacables dans leur propre sphère d'influence, l'Amérique latine, ceux-ci se prétendaient pourtant les promoteurs de la liberté des nations et de la fin des colonies. Affaiblies, la France et la Grande-Bretagne ne pourraient maintenir à l'identique leur domination sur leurs colonies. Les Etats-Unis avaient tout intérêt à parrainer un impérialisme renouvelé, s'exerçant sur des Etats indépendants, dans un marché mondial ouvert.

Les Américains tâchèrent d'abord le terrain avec prudence. Ainsi au Moyen-Orient

où, du Nil à l'Indus, les Britanniques contrôlaient un « Empire informel », ils se gardèrent d'interférer en Egypte (trop près du front) et en Palestine (trop compliqué). Mais ils s'imposèrent en nouvelle puissance dominante en Iran (par où des quantités gigantesques de chars et de corned-beef étaient acheminées vers l'URSS), puis en nouveau parrain de l'Arabie Saoudite. Aussitôt finie la conférence de Yalta, Roosevelt s'envola rencontrer le roi Ibn Seoud et nouer l'alliance militaro-pétrolière qui dure encore.

Les Britanniques pestèrent mais durent se résigner et réfléchir à la façon dont leur propre impérialisme devrait changer pour survivre, à l'ombre de l'allié américain.

La rivalité entre l'URSS et ses alliés pouvait-elle être le germe d'une future troisième guerre mondiale ? C'est l'ultime chimère que firent miroiter au peuple allemand les dignitaires nazis, caressant l'espoir d'une paix séparée avec les occidentaux. Mais les trois puissances alliées menèrent cette guerre ensemble jusqu'au bout. De toute façon, le régime nazi savait ne pouvoir survivre à la défaite et il entraîna donc le peuple allemand dans l'abîme, en le contraignant à poursuivre la guerre jusqu'à l'anéantissement. Surtout, les Alliés s'entendirent non seulement sur le partage des sphères d'influence, mais aussi sur un plan politique : empêcher que la Deuxième Guerre mondiale, à l'image de la Première, ne provoque une vague révolutionnaire.

Il y avait après tout bien des raisons de la craindre (ou de

l'espérer). Dans toute l'Europe, après avoir subi les horreurs de la crise capitaliste mondiale, les peuples avaient vécu celles de la guerre. Partout, des classes politiques discréditées, des bourgeoisies presque mortellement affaiblies, des appareils d'Etat effondrés et, en face, prestigieuses et armées, des « résistances » aspirant non seulement à la libération de leur pays et aux libertés démocratiques, mais à un nouvel ordre social. La possibilité de troubles révolutionnaires ne semblait pas moins grande qu'en 1917-1918.

LA TERREUR AÉRIENNE

De Gaulle s'interrogeait ainsi dès la fin de l'année 1943 : « *l'hiver approche. Tout annonce qu'il sera le dernier avant que les armes décident. Mais quel pouvoir va demain s'établir à Paris ?* » Ce qu'il disait de la France, les Alliés le pensaient de toute l'Europe.

Dans les pays vaincus, il n'était pas question de laisser les populations prendre la moindre initiative politique, que ce soit une résistance nationale à l'occupation ou une révolte sociale. Quand les troupes soviétiques entrèrent en Allemagne, elles se livrèrent à des exactions terribles, pillages, massacres et viols. Cette manifestation d'un profond désir de vengeance, après toutes les horreurs que l'occupation allemande avait fait subir aux populations soviétiques, était aussi le fruit d'une volonté du gouvernement soviétique, qui leur laissa, au mieux, la bride sur le cou.

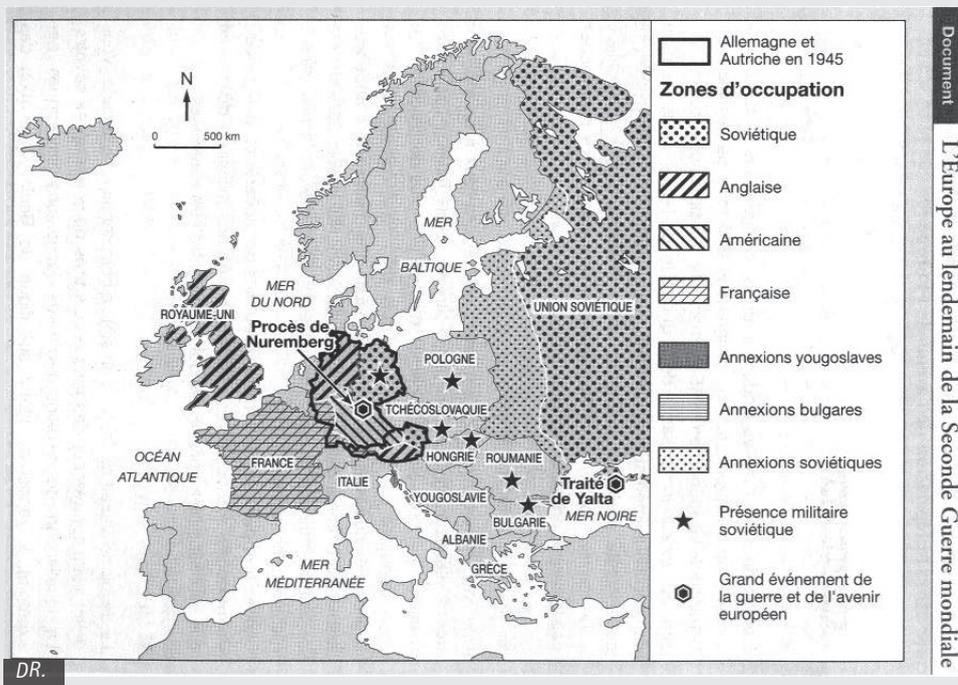
Les gouvernements anglais et américains, eux, organisèrent de terrifiantes campagnes de bombardements aériens, non seulement contre des objectifs militaires et économiques, mais contre la population civile des grandes villes du Japon et d'Allemagne. Il s'agissait de casser le moral des populations, peut-être de les retourner moralement contre leurs gouvernants aventuristes et désormais incapables de les protéger. Mais écraser les populations civiles sous les bombes (50 000 morts peut-être à Dresde et à Hiroshima, au Japon 700 000 morts en tout et 16 millions de sans-abri et de réfugiés), c'était aussi les plonger dans le chaos et une misère sordide, et les réduire à lutter pour leur survie ou pour retrouver leurs disparus.

LE « GLACIS SOVIÉTIQUE »

Fort des conquêtes de l'Armée rouge, Staline obtint un immense « glacis » protecteur à l'ouest de l'Union soviétique. Il voulait y installer des régimes qui lui seraient inféodés, sans velléité d'indépendance nationale et de rapprochement avec des parrains occidentaux.

Dans ces pays les appareils d'Etat s'étaient effondrés, la vieille classe politique, discréditée, avait été laminée par les nazis, ou alliée à eux, avait fui. Le pouvoir soviétique assembla d'abord de vieux débris de l'ancienne classe dirigeante avec des membres fidèles des partis communistes dans des « gouvernements d'union nationale et antifasciste », ce qui était censé rassurer les occidentaux. Puis on entra de

1945 à 1948 dans un cycle d'épurations, pour finalement obtenir des gouvernements purement « communistes ». Qui furent eux-mêmes alors sauvagement épurés, puisque les vellétés d'indépendance (le « nationalisme petit-bourgeois ») pouvaient malgré tout ressurgir



au sein même des partis communistes. Ces gouvernements prirent des mesures radicales de transformation de l'économie, comme la saisie des grands domaines fonciers et la nationalisation de secteurs entiers de l'industrie et des services. C'était d'une certaine façon une révolution sociale, mais par en haut, une « soviétisation » pourvu qu'il n'y ait pas plus de soviets que dans l'URSS stalinienne. Elle était devenue nécessaire même d'un point de vue... « bourgeois », car l'économie était dévastée, et dans la plupart de ces pays l'industrie était très faible, largement aux mains du capital étranger (notamment allemand), les propriétaires en fuite ou incapables d'investir. Mais en nationalisant aussi radicalement l'économie et en liquidant la grande propriété aristocratique dans les pays où elle dominait (la Hongrie, la Pologne), Staline liquidait aussi la base de l'ancienne classe politique dominante. Les « Démocraties populaires » demanderaient désormais les plus lourds sacrifices aux travailleurs, au nom du « socialisme ».

Les gouvernements occidentaux se plaindraient plus tard de la « tyrannie commu-

niste » qui s'abattait sur l'Europe centrale. En attendant, les rapports de force étant ce qu'ils étaient, ils ne pouvaient songer à se donner les moyens d'éviter cela. Sur-tout, ils obtinrent en échange une immense faveur de Staline : mettre les partis communistes sous son contrôle au service de la sauvegarde de l'ordre capitaliste en Europe occidentale. Dès 1943, il donna un gage symbolique en dissolvant l'Internationale communiste et il invita tous ses

partis à mener une politique « d'union nationale contre le fascisme », c'est-à-dire, en fait, d'alliance avec les partis bourgeois de chaque pays pour assurer qu'à l'issue de la guerre la Libération ne serait pas la révolution.

LA GRANDE ALLIANCE CONTRE LA RÉVOLUTION

L'un des premiers laboratoires de cette politique fut l'Italie. Quand les Anglo-américains y débarquèrent en juillet 1943, des pans entiers du régime fasciste se dépêchèrent de quitter le camp des futurs vaincus. Le grand conseil fasciste destitua Mussolini et nomma à la tête du pays le maréchal, lui-même fasciste, Badoglio. Le nouveau gouvernement passa du côté des Alliés dans la confusion la plus totale : les Anglo-américains fonçaient vers le nord et les Allemands vers le sud.

L'Italie entra alors dans une période d'effervescence. Des grèves éclatèrent, des groupes de partisans se formèrent dans les montagnes, presque toujours à l'initiative de militants communistes, la population s'attaqua aux symboles du fascisme, les statues, les flics, les chemises noires,

voire les petits notables du coin, tous les profiteurs grands et petits de la dictature. Or, en Italie, Staline avait un problème particulier. Plus ou moins clandestins et dispersés depuis plus de vingt ans, les communistes n'avaient pas connu tous ses virages stratégiques, les fronts populaires puis le pacte avec Hitler puis l'union nationale antifasciste. Ni les purges internes qui accompagnaient chaque virage. Beaucoup pensaient prendre les armes pour renverser le gouvernement « ex-fasciste » Badoglio, faire payer patrons et grands propriétaires terriens, commanditaires et bénéficiaires de la dictature, prendre le contrôle des usines et partager les terres

Heureusement pour la bourgeoisie italienne, la reprise en main fut efficace. Ce fut le « Tournant de Salerne », en avril 1944 : Togliatti, secrétaire général historique du parti, stalinien endurci, rentra d'URSS pour expliquer aux militants communistes souvent médusés que le parti devait se rallier au gouvernement. Quelques jours plus tard, le PCI entra dans un gouvernement d'union nationale dont Togliatti deviendrait le vice-président à la fin de la guerre.²

Le même scénario d'une entente contre-révolutionnaire entre le camp stalinien et ses alliés occidentaux se reproduisit en France et en Grèce. Ce dossier consacre des articles plus détaillés à ces deux cas. En 1945, Staline et les partis communistes rendirent un immense service historique à la bourgeoisie, qui serait bientôt occulté par les débuts de la guerre froide.

C'est ainsi que si l'année 1945 vit la chute des dictatures les plus barbares de l'histoire, la guerre accoucha d'un nouveau monde dominé par l'impérialisme à l'ouest et la tyrannie stalinienne à l'est. Les vainqueurs s'étaient entendus pour barrer la route à toute révolution, et commettraient encore bien des crimes pour conserver leurs « sphères d'influence ». Pourtant, le monde ne pouvait pas ne pas changer après un tel conflit. En occident, il y eut des conquêtes sociales spectaculaires, des concessions sans lesquelles l'ordre établi n'aurait pu se maintenir. Dans les empires coloniaux ébranlés se levèrent de grandioses luttes de libération. Même si le capitalisme échappa à la révolution qu'il méritait. □

¹ Cet accord rendra possible le massacre de la résistance communiste grecque par les Britanniques. En Yougoslavie, en revanche, Tito refusera ce « partage » et s'affranchira de la tutelle et des occidentaux et de Staline.

² Bertolucci raconte à sa façon cette trahison du PCI à la fin de son film « 1900 ».

La Libération... Remettre au plus vite en place l'autorité de l'Etat !

PAR PATRICK LE MOAL

Tous les possédants étaient inquiets de ce qui allait se passer à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Tous avaient en mémoire la montée révolutionnaire de la fin de la Première Guerre et redoutaient la reproduction de cette situation. Ils ont tout fait pour l'éviter.

Le 14 juin 1944, une semaine après le débarquement de Normandie, De Gaulle passa quelques heures dans les zones libérées. Il prononça un très rapide discours à Bayeux avec une belle mise en scène. L'enjeu de ce déplacement était triple : affirmer aux Alliés sa prééminence comme recours pour un nouveau pouvoir, refuser la mise en circulation d'une monnaie américaine¹, mettre en place une administration civile et militaire (la « légalité républicaine ») contrôlée par le gouvernement provisoire qu'il dirigeait. Il avait dans ses bagages un commissaire régional de la République qui s'installa avec son équipe à Bayeux, laquelle devint ainsi, jusqu'à la libération de Paris le 25 août, la capitale administrative de la France. Il s'agissait de prendre le contrôle de la reconstitution de l'Etat.

De Gaulle expliqua clairement les objectifs qu'il avait en 1944 dans son second discours de Bayeux, de 1946 :

« c'est ici que sur le sol des ancêtres réapparut l'Etat ; l'Etat légitime, parce qu'il reposait sur l'intérêt et le sentiment de la nation ; l'Etat dont la souveraineté réelle avait été transportée du côté de la guerre, de la liberté et de la victoire, tandis que la certitude n'en conservait que l'apparence ; l'Etat sauvegardé dans ses droits, sa dignité, son autorité, au milieu des vicissitudes du dénuement et de l'intrigue ; l'Etat préservé des ingérences de l'étranger ; l'Etat capable de rétablir autour de lui l'unité nationale et l'unité impériale, d'assembler toutes les forces de la patrie et de l'Union Française, de porter la victoire à son terme,

en commun avec les Alliés, de traiter d'égal à égal avec les autres grandes nations du monde, de préserver l'ordre public, de faire rendre la justice et de commencer notre reconstruction. »²

Les possédants avaient en mémoire la montée révolutionnaire de la fin de la Première Guerre mondiale, dans l'est de l'Europe ainsi qu'en Allemagne et en Italie du nord. Ils redoutaient la reproduction de cette situation et ont tout fait pour l'éviter, même s'ils n'ont pu l'empêcher en Grèce et en Yougoslavie.

Le 18 juin 1940 le gouvernement Pétain, dans lequel siégeaient deux ministres

au 16 juin 1940, lit son appel à la résistance à la radio anglaise. Cet appel d'un homme isolé aurait pu rester un moment oublié de l'Histoire, mais l'évolution de la situation au cours des années d'occupation lui donna un rôle central à la Libération.

LE RÉGIME DE VICHY

En quelques jours, la quasi totalité de l'appareil d'Etat se mit au service du régime de Vichy, instauré par le coup d'Etat constitutionnel du 10 juillet 1940, jour où l'assemblée du Front populaire (sans les députés communistes, qui

n'avaient plus le droit de siéger depuis le pacte germano-soviétique d'août 1939) vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain⁶.

Le régime supprima toute représentation parlementaire et reconstruisit l'administration, du ministre au secrétaire de mairie, en donnant un rôle central aux préfets. René Bousquet et Maurice Papon symbolisent ces haut-fonctionnaires issus du radicalisme républicain qui mirent

toutes leurs compétences au service de l'Etat de Vichy. La règle pour ces haut-fonctionnaires, c'était l'acceptation du nouveau pouvoir avec plus ou moins d'approbation. L'exception fut Jean Moulin, préfet arrêté par l'armée allemande pour refus de collaboration. Mis à part les zones annexées au Reich (Alsace et Lorraine) et celles rattachées au commandement allemand de Bruxelles (Nord et Pas-de-Calais), tous



Groupe de résistants FTP. DR.

socialistes³, signa l'armistice qui découpait le pays en deux zones. Un groupe de parlementaires et d'hommes politiques prit un bateau pour constituer un gouvernement en exil et tenter de poursuivre la guerre à partir de l'Afrique du nord. Mais les dirigeants des possessions françaises se placèrent sous l'autorité de Vichy, bloquèrent le bateau... et cette perspective. Ce même 18 juin 1940 De Gaulle, un bourgeois catholique, militaire de carrière⁴, proche des idées d'extrême droite⁵, hostile à la « démocrassouillerie », sous-secrétaire d'Etat à la défense durant dix jours du 6



les fonctionnaires des préfectures, de la police, de la justice, etc., étaient nommés par Vichy, même si en zone occupée les directives de l'occupant primaient en matière de nominations.

Les patrons⁷ continuèrent à faire tourner leurs entreprises dans « *le grand espace économique allemand* ». L'économie française, du fait de la défaite et du blocus allié, était coupée des marchés extérieurs et donc orientée vers les échanges avec l'Allemagne. Les commandes étaient allemandes et, peu à peu, les entreprises françaises s'intégrèrent de plus en plus aux filières de production allemandes.

LES RÉSISTANCES

Une résistance populaire surgit alors, et prit de l'ampleur avec le tournant du PCF après l'invasion de l'URSS en juin 41, puis un nouvel essor au moment de la mise en place du travail obligatoire en Allemagne et de l'entrée des Allemands en zone sud fin 1942, début 1943. L'engagement ouvrier dans les syndicats clandestins, les réseaux, les mouvements, voire même les maquis était significatif. Dans ces résistances, l'élan patriotique contre l'occupation était plus fort au nord qu'au sud, où l'action contre Pétain était plus politique et antifasciste.

Ces résistances exprimaient pour partie une aspiration révolutionnaire contre les élites au pouvoir, les affairistes, le parlementarisme, la trahison des classes dirigeantes. Elles identifiaient les hiérarchies, la grande bourgeoisie avec le régime de Vichy et les nazis. Elles étaient bien différentes de ce que De Gaulle mit en place : des messages à la radio de Londres, un service de renseignement et un début d'armée, la « France libre », autour de cadres de l'armée coloniale. Parallèlement, il forma un gouvernement surtout assis sur des forces dans l'empire colonial. Puis il réussit à éliminer le général Giraud, vichyste opposé aux Allemands, qui avait pris le pouvoir à Alger libérée par les alliés.

En mai 1943 De Gaulle présida, via Jean Moulin, à la création du Conseil national de La Résistance (CNR), qui regroupait dans un grand esprit d'union nationale les huit principaux mouvements de résistance, deux syndicats (CGT et

CFTC) et les six principaux partis politiques (PCF, socialistes SFIO, radicaux, démocrates-chrétiens et deux partis de droite, l'un laïque, l'autre catholique). La création du CNR signifie la fusion de la résistance dominée par le PCF avec le personnel politique sur lequel la bourgeoisie va s'appuyer pour conjurer le risque de révolution, c'est-à-dire l'asservissement des résistances populaires aux objectifs bourgeois. En mars 1944, les négociations au sein du CNR conduiront à l'adoption d'un programme, ainsi qu'à l'intégration des communistes dans le gouvernement provisoire.

Ce programme comportait des dispositions économiques importantes (voir article pages suivantes) et prévoyait au plan politique et militaire deux types de mesures, celles pour l'immédiat et celles à « *appliquer dès la libération du territoire* ».

Les premières affirment que « *l'insurrection nationale* » sera « *dirigée par le CNR* » et prévoient l'unification des mouve-

ments de résistance et un commandement unifié, limitant ainsi l'indépendance des résistances populaires. Au plan institutionnel il invite « *les responsables des organisations déjà existantes à former des comités de villes et de villages, d'entreprises (...) soumis à l'autorité des Conseils départementaux de Libération (CDL) qui leur transmettront, comme directives, la plate-forme d'action et la ligne politique déterminée par le CNR* ». Là encore, en soumettant les divers comités locaux, souvent dirigés par le PCF, aux CDL qu'il était plus facile aux gaullistes de contrôler, c'est l'intégration du mouvement populaire aux institutions de l'Etat qui était clairement recherchée.

Le but de ces comités était de mobiliser, développer la lutte contre la déportation, aider les réfractaires, traquer et punir les agents de la Gestapo et de la Milice, combattre pour la vie et la santé, par des pétitions, des manifestations et des grèves, lutter contre les réquisitions de produits agricoles. Enfin était prévu « *d'organiser des milices patriotiques dans*



De Gaulle lors de la libération de Paris. DR.

les villes, les campagnes et les entreprises (...) destinées à défendre l'ordre public, la vie et les biens des Français contre la terreur et la provocation, assurer et maintenir l'établissement effectif de l'autorité des Comités départementaux de la Libération ». A nouveau il s'agissait de canaliser la mobilisation armée par les CDL.

Les mesures à appliquer dès la Libération prévoyaient le retour aux libertés démocratiques, le maintien de l'unité nationale, l'établissement du « Gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle » ; le châtement des traîtres et l'éviction de « l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ». Les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR proclamaient leur volonté de rester unis après la Libération.

L'INSTALLATION D'UN DOUBLE POUVOIR

Dans les résistances, l'idée était très fortement enracinée qu'il fallait briser le pouvoir de l'argent, des trusts, de l'oligarchie économique, changer le système politique. Pour les plus radicaux, le programme du CNR était envisagé comme une première étape d'une transformation de la société, que même certains éléments bourgeois et nationalistes appelaient de leurs vœux et que tous jugeaient indispensables.

Du côté de la bourgeoisie, dès lors que les signes de la défaite nazie étaient apparus après Stalingrad, en février 1943, on plaça ses espoirs dans le contrepoids anglo-américain face à l'avance de l'armée soviétique. Le double jeu commença. Les collecteurs de fonds FTP⁸ trouvaient bon accueil auprès d'employeurs soucieux de leur bonne réputation pour « après ». En septembre 1943, l'ancêtre du Medef, le Comité de Forges, proposa à un responsable des MUR⁹ plusieurs dizaines de millions et 500 automitrailleuses, pourvu qu'il fournisse 20 000 hommes acceptant de participer à une lutte préventive contre le communisme. L'essor des mouvements de résistance eut pour effet une décomposition de l'Etat français vichyste. Au fur et à mesure que l'insurrection approchait, on

assistait à des départs massifs, parfois un véritable exode, de miliciens, cadres des partis collaborationnistes, ministres, haut-fonctionnaires, profiteurs divers et patrons, vers la Suisse, l'Argentine, etc. D'autres haut-fonctionnaires prirent contact avec les gaullistes pour assurer leur place dans l'Etat bourgeois renouvelé après la défaite allemande.

Les démissions de maires se multiplièrent, une paralysie municipale s'installa. Les résistants investirent temporairement des localités. Dans certaines zones du sud, dans le Finistère, l'armée et l'Etat ne contrôlaient plus tout le territoire. Dans le centre du pays, un double pouvoir s'installa dès le débarquement allié. On assiste alors à une multiplication des attentats contre les voies ferrées et les moyens de transport, des sabotages de transformateurs électriques, des incendies de récoltes, vols de tickets de rationnement, pillages de magasins, des attaques contre les perceptions et la gendarmerie, des attentats contre les troupes d'occupation, les miliciens, les policiers, les personnalités vichystes, des avertissements aux collaborateurs et aux autorités, des menaces par courrier. À partir de 1944, il y a de plus en plus d'attaques directes des convois allemands et d'affrontement armés avec les troupes d'occupation.

Face au risque de soulèvement « communo-gaulliste » les groupes politiques vichystes, partant de l'incapacité des corps répressifs de l'Etat (police et gendarmerie en prise au malaise, subissant les démissions et dans lesquelles le recrutement devient difficile), se transforment en polices parallèles, en groupes armés. La Milice et la Gestapo redoublent de violence et accentuent l'hostilité de la population.

Pour la résistance gaulliste, il fallait attendre l'arrivée des Anglo-américains, rester centralisée sous les ordres des militaires. La résistance communiste n'était pas encore limitée par les accords de Yalta de février 1945, qui placèrent la France dans la sphère anglo-américaine.

Prédominaient l'activité de guérilla, la mobilité, les actions surprises et retentissantes, conçues comme une action politique qui nourrit le reste de la résistance, le renseignement, le sabotage.

De Gaulle refusa cette guerre « populaire », par crainte du soulèvement qu'elle préparait. Mais le PCF n'avait ja-

mais envisagé d'utiliser les comités de libération, parfois devenus de véritables « soviets », pour empêcher l'installation du Gouvernement provisoire (auquel, du reste, il participait). La source d'inspiration du PCF n'était pas Octobre 1917 mais le Front Populaire, et il n'envisageait pas la rupture avec De Gaulle. Quant aux autres partis, ils jouaient un rôle secondaire et suivirent généralement De Gaulle.

« UNE SEULE ARMÉE, UNE SEULE POLICE, UNE SEULE ADMINISTRATION »

Sur le terrain, c'était un peu plus compliqué. Dans l'Allier, le comité départemental prit la totalité des pouvoirs et demanda de « faire de notre Libération l'acte un de notre révolution populaire », des entreprises furent réquisitionnées... Des rencontres régionales de CDL, assez radicales, refusèrent de se laisser déposséder de tout pouvoir de décision ou de contrôle. En fait, la direction du PCF avait perdu le contrôle de bon nombre de comités de Libération¹⁰. Elle allait regagner du terrain dans le congrès national de ces CDL, qui se tint en décembre en présence de 300 délégués. Sous la pression du PCF, qui ne voulait pas prendre le risque de rompre avec De Gaulle et ses alliés, ce congrès accepta la tenue des élections municipales... qui allaient les faire disparaître. A partir de 1946, plus aucun Conseil départemental de la Libération n'avait de rôle effectif.

A tous les niveaux, l'attitude de la direction du PCF fut la même : intégrer les organes de mobilisation populaire dans l'Etat qui se remettait en place, faire assumer toutes les fonctions d'épuration, d'organisation de la vie, de sécurité par les organismes officiels, dissoudre le début de double pouvoir au sein de l'Etat bourgeois.

La question des Milices patriotiques (qui détenaient des armes) était particulièrement importante. En septembre 1944 se tint une réunion de 500 délégués représentant les 50 000 membres des Milices patriotiques de la région parisienne. Il s'agissait de demander leur transformation en une force permanente au sein de l'Etat, d'y défendre un projet de statut. Mais en fait, De Gaulle, avec le Gouvernement provi-





soire, voulait autre chose : leur dissolution. Ce qui suscita une contestation au sein de la Résistance et les réserves du PCF, jusqu'au retour de son secrétaire général, Maurice Thorez, qui avait passé la guerre à Moscou.

Le poids du PCF fut déterminant, tant pour la disparition des comités de la Libération que pour le désarmement et la dissolution des milices patriotiques. Il joua un rôle tout aussi essentiel en désapprouvant les grèves et les revendications « déraisonnables » d'augmentation de salaires, comme Thorez saluant ces métallos qui renoncent à

siècle en France la situation dans laquelle le rapport de forces entre les classes a été le plus favorable aux exploités et aux opprimés. Presque tous les dominants, membres de la haute administration, patrons, avaient à un titre ou à un autre été mouillés avec les nazis et l'appareil d'Etat vichyste, tandis que les forces répressives étaient en situa-

tion de faiblesse. De l'autre côté, des dizaines, des centaines de milliers d'en bas voulaient l'épuration, se débarrasser de tous ces exploités et collaborateurs et étaient largement armés, organisés, mobilisés.

La bourgeoisie française, consciente du danger, et De Gaulle ont su utiliser le seul parti qui pouvait faire refluer cette vague à caractère révolutionnaire : le PCF. Il l'a fait avec efficacité.

Bien sûr, on ne peut dire ce qu'aurait donné un affrontement pour le pouvoir avec De Gaulle et les Alliés. Mais ce qui est certain, c'est



De gauche à droite, les dirigeants du PCF Maurice Thorez, Jacques Duclos et André Marty. DR.

Le mot d'ordre lancé par Maurice Thorez au comité central du PCF en janvier 1945, « une seule armée, une seule police, une seule administration », « reconnaît la dualité de pouvoir qui existait depuis l'été 1944 en même temps qu'il la condamne au profit du gouvernement provisoire et de l'ancien appareil d'Etat. C'est un tournant décisif dans la politique communiste et dans l'histoire de la restauration : désormais les institutions de la résistance n'auront plus pour défendre leurs pouvoirs de force politique à leur côté. Mieux, le Parti Communiste interviendra de tout son poids à l'intérieur de celles-ci pour obtenir soit l'abandon de leurs pouvoirs réels, soit leur autodissolution et leur désarmement. »¹¹

Le PCF, fort de ses 800 000 membres, puis de ses 26 % aux élections d'octobre 1945, accordait une priorité absolue à la guerre, au relèvement économique et à la restauration des structures étatiques traditionnelles au détriment de celles issues de la Résistance. Le

leurs congés payés, ou qui travaillent de nuit sans supplément de salaire, tañant ces mineurs absents, se scandalisant contre ceux qui s'arrêtent « parfois pour un oui, pour un non, pour une égratignure » : « Hier, l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui l'arme du mineur, c'est produire pour faire échec au mouvement de réaction. »¹²

UNE IMMENSE TRAHISON

Les affrontements de classes allait cependant continuer, et même s'exacerber dès que la bourgeoisie eut compris que son pouvoir ne serait pas remis en cause, et que le contexte international lui redevint plus favorable.

En 1947, les ministres communistes étaient renvoyés du gouvernement. Une vague de grèves se déclencha, certaines insurrectionnelles, chez Renault ou à Marseille, mais c'était une autre phase. On était loin de la situation de la Libération.

C'est probablement au cours du XX^e

que des possibilités très importantes n'ont pas été utilisées contre la bourgeoisie. Pire, elles ont été combattues au sein même des structures de double pouvoir par la direction du Parti communiste français. □

1 Elle fut quand même éditée par l'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories, gouvernement militaire allié des territoires occupés) et distribuée aux civils des zones libérées, mais disparut rapidement.

2 Discours dans lequel il présenta son projet de régime présidentiel fort et ses deux Chambres, qu'il mettra en place en 1958.

3 Travail et santé, André Février ; colonies, Albert Rivière.

4 Général de brigade à titre temporaire.

5 De Gaulle était un familier de Pétain.

6 80 parlementaires (57 députés et 23 sénateurs) votèrent « non », dont 36 SFIO (incluant Léon Blum) et 27 radicaux ; 569 (357 députés et 212 sénateurs) votèrent « oui » dont 90 SFIO ; 20 autres s'abstinrent dont 7 SFIO.

7 A l'exception des patrons juifs qui furent expropriés.

8 Les Francs-tireurs et partisans, dirigés par le PCF, étaient le principal mouvement de résistance armée.

9 Mouvements unis de la résistance, unification des mouvements de résistance non communistes de la zone sud.

10 Voir « Conflits, pouvoirs et société à la Libération » de Grégoire Madjarian, Bourgeois coll. 10/18, Paris, 1980 (ici page 136).

11 Idem, page 195.

12 Discours de Waziers, 21 juillet 1945.

LE PROGRAMME ECONOMIQUE DU CNR

Nationalisations, vous avez dit nationalisations ?

PAR PATRICK LE MOAL

La violence de l'actuelle offensive néolibérale est telle que le programme du Conseil national de la Résistance, avec la mise en place de la sécurité sociale, les nationalisations, etc., apparaît comme une avancée considérable...

Ay regarder de plus près, et tout en défendant les acquis qui en sont issus, ce programme était celui d'une union nationale constituée contre le risque de montée révolutionnaire à la Libération, en accrochant le PCF au train de la reconstruction capitaliste dirigé par le général de Gaulle. Loin d'être un programme révolutionnaire, il s'apparentait à la politique mise en place aux Etats-Unis au début des années 1930 contre la dépression, et était très inspiré par le programme du Front Populaire. Quel a été son effet ?

Au moment de la Libération, l'activité économique était pratiquement au point mort, les infrastructures (ponts, ports, chemins de fer..) détruites, l'appareil industriel à bout de souffle, deux millions d'hommes se trouvaient encore en Allemagne¹. Il fallait rétablir les voies de circulation, les approvisionnements en eau, gaz et électricité (en 1945, la production électrique était tombée à 50 % de celle de 1938, et celle de charbon à un cinquième), déblayer les ruines, construire pour un million de sans-logis, faire repartir la production et assurer la survie de la population. La production agricole était moins atteinte : 80 % de la moyenne d'avant guerre², mais les difficultés de transport réduisaient les villes à la famine, l'inflation rongait les salaires. Les manifestations de ménagères, qui avaient été nombreuses sous l'Occupation, reprirent dès le début de 1945.

La place des communistes au gouvernement, comme celle de Marcel Paul à la production industrielle (1945-1946), d'Ambroise Croizat au travail (1945-

1946), de Charles Tillon à l'armement (1946), de François Billoux à la reconstruction et à l'urbanisme (1946), aura pour fonction de garantir la paix sociale. On le verra, le PCF joua ce rôle avec assiduité, en promettant l'application de réformes importantes pour les travailleurs, celles du programme du CNR.

économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie [...]

- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

- le retour à la nation des grands moyens de production monopoliste, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

- [...] la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

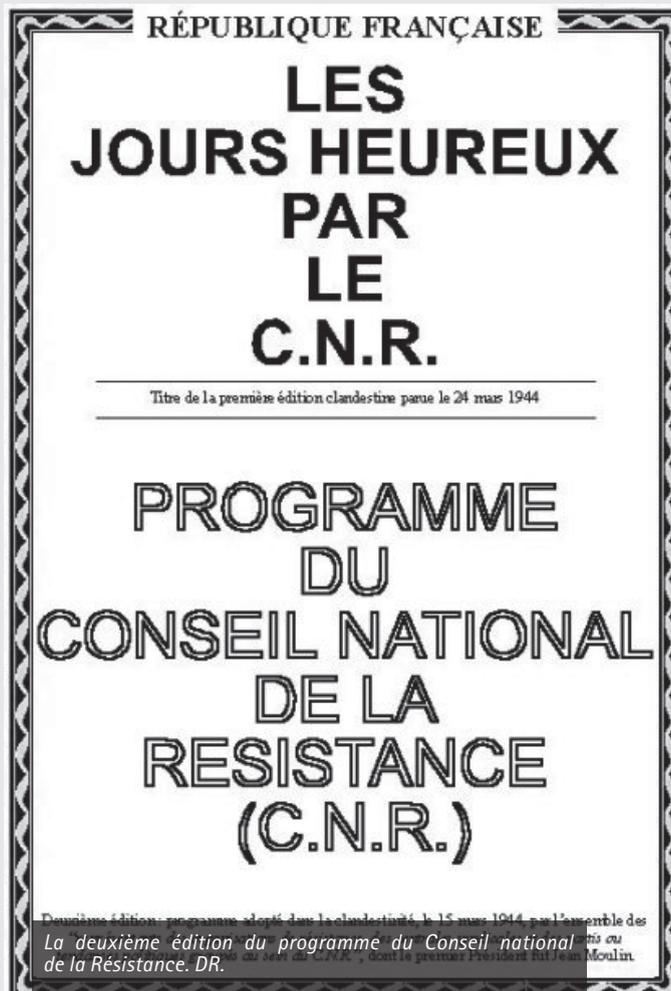
b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, [...] la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine [...]

- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;

- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement [...]

- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs [...]



LE PROGRAMME DU CNR

Adopté le 15 mars 1944³, il prévoyait, outre les libertés syndicales:

« a) Sur plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie





- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours. »

LA DYNAMIQUE DES LUTTES À LA LIBÉRATION

Si la situation de la classe ouvrière est alors catastrophique au plan économique, son attitude « s'explique beaucoup moins par ses conditions matérielles d'existence et leur évolution que par ses aspirations et ses espérances politiques ». ⁴ Elle est unifiée dans la CGT qui rassemblera jusqu'à 6,5 millions d'adhérents en 1947, soit 45 % des salarié-e-s ! Les travailleurs qui avaient résisté au régime vichyssois et à l'occupation ont des exigences : de fortes augmentations de salaires, que les patrons s'empressent d'accepter, mais surtout ils veulent épurer les entreprises.

Le préfet du Pas-de-Calais écrit, à la fin de la guerre, que règne dans les mines « un climat quasiment anarchique », que « d'innombrables ouvriers sont pleins d'ardeur révolutionnaire » et que sont « considérés comme collaborateurs les chefs brutaux, méprisants » ⁵.

Dans de nombreuses entreprises se mettent en place des comités de gestion ou de production. Presque toujours élus par les travailleurs après avoir été présentés par l'organisation syndicale, leur pouvoir va du simple rôle consultatif au contrôle, voire à la direction de l'entreprise, parfois au travers de gestions mixtes ou tripartites, par exemple dans des usines d'aviation.

A Tulle, le comité départemental de libération confie la direction de l'usine Brandt à un conseil d'ouvriers après l'arrestation de ses dirigeants ⁶. A Toulouse, le maire municipalise les tramways, le gaz, l'électricité, l'eau et le théâtre du Capitole. A Montluçon, de nouvelles directions choisies parmi les résistants sont nommées dans les usines de la ville. De même dans les sept mines du bassin d'Alès, les chantiers marseillais, des aciéries du Nord, les établissements Fougua, les forges de Tamaris à Alès...

A l'usine d'aviation Caudron, un comité ouvrier élu s'affronte à la direction. Devant ses blocages, l'assemblée du personnel décide de désigner une nouvelle direction qui met en place une organisation autogérée de l'usine ⁷, qui durera quatre années.

A Berliet, l'expérience de gestion directe

sera beaucoup moins démocratique. L'usine est mise sous séquestre après l'arrestation de Marius Berliet et de ses quatre fils (elle leur sera rendue en 1949), mais le contrôle communiste très marqué par une gestion de type « soviétique russe » sera d'une autre nature.

Le facteur clé qui a joué contre l'extension et la centralisation de ces formes de contrôle ouvrier a été l'attitude de la CGT et du PCF. Loin de les soutenir, de les développer, de les radicaliser, les directions de la CGT et du PCF ont « surtout le souci de ne prendre aucune initiative gestionnaire qui n'ait été approuvée par les Commissaires de la République, et à fortiori qui ait pu être en opposition directe avec la volonté de ces derniers » ⁸. Elles défendaient le programme du CNR, tout ce programme, mais rien que ce programme. En conséquence, ces différentes initiatives ont été étouffées, enterées, laissées à leurs difficultés.

LES NATIONALISATIONS

Car c'est à un autre niveau que se sont prises, dès la fin de 1944, les premières décisions de nationalisation (Renault, Houillères du Nord-Pas-de-Calais), annonçant celles des grandes entreprises financières (2 décembre 1945), des principales compagnies d'assurance et de presque tout le secteur de l'énergie (8 avril 1946). Mais quelle était la dynamique de ces nationalisations ?

Le régime de Vichy avait déjà instauré des rapports nouveaux entre l'Etat et les entreprises, différents du libéralisme d'avant-guerre. Des comités d'organisation, sous le contrôle de la grande bourgeoisie, avaient planifié l'économie, travaillé à faire disparaître les secteurs non rentables pour accélérer la concentration industrielle.

Les grands industriels, les milieux modernistes du capital comprenaient que la situation de la Libération imposait une forme de planification, un « mal inévitable ». La seule limite qu'ils mettaient est que devait être préservée l'initiative privée des entrepreneurs : « les jeunes patrons exaltent l'expérience britannique des nationalisations dans laquelle la gestion des entreprises est totalement autonome et où le personnel n'a qu'un rôle consultatif » ⁹.

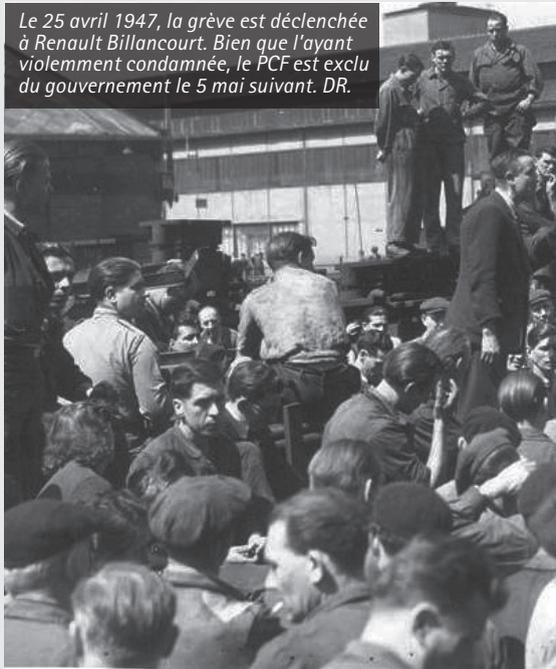
Pour l'union nationale réalisée dans la Résistance, avec de Gaulle et le PCF, la modernisation de l'économie était le moyen de préserver l'indépendance du pays, de restaurer sa « grandeur » et sa « place dans le monde ».

Mais ce patriotisme était chargé d'un

contenu potentiellement explosif : il remettait en cause une partie de la grande bourgeoisie dès lors qu'il était lié à une politique d'épuration radicale. La dynamique des nationalisations, vers des mesures anticapitalistes ou vers une nouvelle organisation du capital pour la modernisation de l'économie française, dépendait donc de la façon dont ces nationalisations étaient faites.

Or on allait passer rapidement de la guerre aux trusts, de la confiscation des biens des traîtres de la fin de l'année 44

Le 25 avril 1947, la grève est déclenchée à Renault Billancourt. Bien que l'ayant violemment condamnée, le PCF est exclu du gouvernement le 5 mai suivant. DR.



aux impératifs d'une modernisation de l'économie et à une politique productiviste à partir du début 1945 ¹⁰. L'épuration n'a pas remis en cause le pouvoir des grands capitalistes, sauf pour quelques-uns particulièrement impliqués dans la collaboration. ¹¹

Les nationalisations, finalement assez limitées, furent adoptées au parlement à la quasi unanimité. Elles maintenaient une gestion traditionnelle au sein des entreprises nationalisées et en indemnisaient les actionnaires. Cette indemnisation montre à quel point les revendications d'expropriation sans indemnité ni rachat de la résistance communiste finirent par disparaître dans le cadre juridique choisi par la bourgeoisie.

Dans ces usines nationalisées, les travailleurs n'avaient pas plus de pouvoir que dans les entreprises capitalistes. Les déclarations sur la nécessité d'autres rapports sociaux et humains dans l'entreprise n'empêchèrent pas le fonctionnement capitaliste de réapparaître dans sa banale réalité. Il est par-

fois affirmé que c'est le poids des communistes dans le CNR qui a obligé la bourgeoisie française à ces nationalisations. Mais si De Gaulle avait bien compris le rôle de pacificateur que pouvait jouer la direction du PCF, la place des nationalisations dans le redémarrage de l'économie avait d'autres racines.

Il y a eu, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, des nationalisations très étendues dans de nombreux pays d'Europe de l'ouest, y compris des pays sans aucune influence communiste. L'Au-



triche nationalisa ainsi les mines, les principales usines métallurgiques, l'électricité, l'industrie de l'aluminium, des engrais et une partie de la construction mécanique. La Grande-Bretagne a nationalisé l'industrie charbonnière, qui périlait, et mis en place un système de protection sociale. « En France comme ailleurs, les nationalisations étaient opérées dans des secteurs arriérés de l'industrie lourde, il s'agissait d'entreprises gravement atteintes par la guerre et que les entrepreneurs privés ne pouvaient remettre sur pied par eux-mêmes [...] L'Etat était contraint d'être directement ou indirectement l'entrepreneur principal de la Reconstruction, [...] de reconstituer et de remettre à neuf l'industrie lourde. »¹²

L'indemnisation favorisa la constitution de holdings financiers et renforça ceux qui existaient déjà. Les trusts en furent les principaux bénéficiaires. En outre, l'intervention de l'Etat reflua dans le reste de l'économie par rapport à ce que Vichy avait instauré. « Les nationalisations sont compensées par un retour en

force du libéralisme, de la domination de l'argent et du marché »¹³.

Le volet social des réformes est illustré par le congé maternité, la création le 22 février 1945 des comités d'entreprise (qui n'ont pas de fonction de gestion des entreprises) et surtout les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 fondant la Sécurité sociale. Mais on le voit, il n'y eut aucune mesure visant à généraliser, favoriser le contrôle ouvrier, et encore moins la prise par les travailleurs du pouvoir de décision dans l'économie.

« PRODUIRE, UN DEVOIR DE CLASSE »

C'est le discours qu'ont tenu les directions de la CGT et du PCF. En septembre 1944, au moment où naissait le mouvement de remise en marche des entreprises sous contrôle syndical ou des salariés, le secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, Benoît Frachon, lançait la « bataille pour la production ». Le PCF affirmait de son côté que les travailleurs devaient d'abord retrouver leurs manches avant de revendiquer, car leur mission était de reconstruire la nation, notamment pour faire obstacle aux revanchards allemands.

Le discours-manifeste prononcé par Maurice Thorez, secrétaire général du PCF et ministre, le 21 juillet 1945 à Waziers, devant les délégués des organisations communistes du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, est une synthèse de la politique communiste. Il s'agissait de marquer les esprits et de mettre tout le poids du PCF pour un objectif prioritaire, l'avenir de la France : « hier, l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui l'arme du mineur, c'est produire pour faire échec au mouvement de réaction ».

Tous ceux « qui ont provoqué la défaite poursuivent un plan diabolique de désorganisation et de désagrégation de notre économie nationale ». En conséquence, contre eux, il ne faut pas faire grève : « on veut à chaque fois faire la grève, pour épurer ou pour soutenir. On pourrait au fond en définir le seul but : faire la grève pourvu qu'il y ait un prétexte [...] Ce n'est pas sérieux. »

Il énumère les propositions pour augmenter la production et critique l'effort insuffisant des mineurs, les absences injustifiées à cause des médecins, ces « adversaires de la classe ouvrière, qui sont les ennemis des nationalisations » et donnent facilement des billets d'arrêt de travail pour pousser à la désorganisation : « au lieu

de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades, et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale. »

Il s'attaque aux jeunes : « On m'a signalé l'autre jour que dans un puits [...] une quinzaine de jeunes gens, des gali-bots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible [...] je m'adresse aux jeunes [...] il faut surmonter la crise de la moralité qui sévit en général dans notre pays et qui atteint particulièrement notre jeunesse [...] il faut avoir le goût de son ouvrage, parce qu'il faut trouver dans son travail la condition de sa propre élévation et de l'élévation générale ; les paresseux ne seront jamais de bons communistes, de bons révolutionnaires, jamais. »

C'est un discours d'ordre, de canalisation de toute action indépendante, de respect des institutions, défendu par le parti qui a la confiance de l'immense majorité des travailleurs, qui les représente. Travaillez, le gouvernement s'occupe du reste. Le PCF sera efficace dans cette fonction d'éteindre. Il visait à s'installer durablement au gouvernement, comme parti responsable, pour influencer l'action gouvernementale tout en restant dans l'esprit des accords de Yalta.

La bourgeoisie utilisera à fond ce rôle du PCF pour éviter une montée révolutionnaire. Malgré les difficultés économiques, elle cédera sur la mise en place du système de sécurité sociale et d'autres mesures importantes, pour s'assurer de ce soutien et éviter le pire. Puis, une fois l'économie redémarrée, une fois qu'elle se sera refaite une santé politique, elle s'en débarquera. La vie reprendra... □

1 La France comptait 41,5 millions d'habitants en 1939, 39,7 millions en 1945.

2 « La France depuis la guerre, 1944-1947 », Alexander Werth, Gallimard, 1957, page 72.

3 La première édition clandestine du 24 mars était titré « les jours heureux par le CNR ».

4 « Conflits, pouvoirs et société à la Libération », Grégoire Madjarian, Bourgois coll. 10/18, 1980, page 331.

5 Idem, page 166.

6 Idem, page 168.

7 « Mes années Caudron. Une usine autogérée à la Libération », Simone Minguet, Syllepse, 1997.

8 Grégoire Madjarian, op. cit., page 179.

9 Idem, page 239.

10 Rappelons que la conférence de Yalta s'est tenue en février 1945.

11 C'est ainsi que Louis Renault est mort en prison avant son procès.

12 Grégoire Madjarian, op. cit., page 244.

13 Idem, page 252.

La restauration de l'empire colonial français

PAR RÉGINE VINON

La « Libération » n'en a pas été une pour les peuples des colonies françaises, qui se sont pourtant souvent trouvés en première ligne dans le combat contre l'Allemagne nazie. Après la guerre, la bourgeoisie française voulait remettre la main sur les colonies. A n'importe quel prix.

Du côté des peuples coloniaux, la guerre avait changé bien des choses. Pour la deuxième fois (après 1914-1918), la métropole avait eu le plus grand besoin des troupes « indigènes » pour son combat dans la reconquête de son pays. Les populations avaient souffert et, à un moment où tout le monde parlait de liberté retrouvée, elles voulaient leur part de celle-ci. La France, une grande puissance pourtant à la tête d'un immense empire colonial, avait par ailleurs fait la démonstration en 1940 de sa faiblesse, puisque défaite presque sans combat par l'Allemagne nazie.

Mais l'impérialisme français tenait à ses colonies et était déterminé à les conserver, coûte que coûte. Et ça a coûté très cher ! La restauration de l'empire colonial ne se fit pas sans peine, ni massacres intenses et prolongés. Les épisodes les plus connus sont les guerres d'Indochine et d'Algérie, mais il y eut de nombreux autres conflits souvent méconnus et cachés en France. L'ambition de De Gaulle était de restaurer l'Etat, la police, l'armée, et... l'empire colonial français.

LA RECONQUÊTE DE LA MÉTROPOLÉ GRÂCE AUX COLONIES

C'est apparu pour tous comme une évidence : c'est grâce à ses colonies que l'impérialisme français avait pu figurer à la fin de la guerre parmi les grandes puissances. C'est en effet par l'Afrique centrale que De Gaulle avait commencé la reconquête et ce, dès 1940, grâce au Cameroun et au Tchad. Le Cameroun était en effet la porte d'entrée vers les autres colonies, où une poignée de gaullistes étaient prêts à soutenir De Gaulle, qui y envoya Leclerc, le futur « libérateur » de Paris.

Ancienne colonie allemande, la majeure partie du Cameroun était tombée dans l'escarcelle de la France en 1916. Certains colons, au début de la Deuxième Guerre mondiale, s'inquiétaient

de voir le pays retomber dans les mains des Allemands et firent appel à De Gaulle, qui comprit très vite l'importance que cela avait pour lui. Il en fit un symbole et la première étape de la reconquête. Douala, grand port et principale ville du Cameroun, fut la première ville libérée, en même temps que Fort Lamy, capitale du Tchad, où le gouverneur, Felix Eboué, avait aussi rejoint De Gaulle. Le général débarqua à Douala en octobre 1940. C'est donc à partir du Cameroun et du Tchad que les troupes gaullistes partirent à l'assaut des positions africaines de l'Allemagne nazie. Et c'est là que naquit l'épopée de la 2^{ème} DB de Leclerc.

L'EMPIRE COLONIAL APRÈS GUERRE

Grand comme 25 fois la métropole, l'empire colonial français était considérable. Il a fourni une très grosse partie des troupes des forces françaises : en 1944, celles-ci étaient composées dans leur grande majorité de troupes coloniales. Les sacrifices infligés aux populations ont été très durs : travail forcé, réquisition de produits destinés au ravitaillement des troupes, diverses contributions en argent, en travail ou en nature. Alors, à la fin de la guerre, les populations des colonies aspiraient à un changement de leur sort. Elles avaient contribué à la victoire de la métropole, avaient payé un lourd tribut à la guerre et estimaient devoir bénéficier de droits identiques, d'où le succès et le développement de nombreuses organisations nationalistes.

Mais pour l'impérialisme français, il fallait recadrer les choses. Au début de l'année 1944, une conférence fut organisée à Brazzaville au Congo, capitale de l'Afrique équatoriale française, où De Gaulle traça sa vision pour l'après-guerre. S'il annonça des réformes sociales comme la suppression du travail forcé, des libertés syndicales, etc., il précisa qu'il était hors de question d'accorder l'autonomie et qu'il n'y avait pas

d'évolution possible hors du bloc français de l'Empire, « la constitution de self-governments dans les colonies est à écarter. »

Ces promesses pourtant très vagues étaient cependant ressenties comme

Manifestation du 8 mai 1945 à Sétif, photo Marc Riboud.



inacceptables par les colons. Des « Etats généraux de la colonisation française d'Afrique noire » se réunirent en 1945 à Douala au Cameroun, puis à Paris en 1946, pour s'opposer à l'instauration d'un collège électoral unique dans les colonies et réclamer le maintien d'un minimum de journées de travail obligatoires pour les Africains.

Il n'était donc pas question pour l'impérialisme français de laisser si peu que ce soit s'échapper les colonies de son empire, ni d'accorder même les maigres avancées demandées au départ par les premiers nationalistes, plutôt modérés. Ce fut donc l'usage de la force tout de suite partout où cela bougeait, partout où des revendications étaient exprimées, et surtout partout où des forces nationalistes pouvaient servir

d'exemple dans les autres colonies. Ce fut le cas du combat acharné livré au Cameroun par exemple, qui allait durer dix longues années.

LES PREMIERS MASSACRES : THIAROYE AU SÉNÉGAL, DÉCEMBRE 1944...

Il ne faudra pas attendre longtemps après la victoire des Alliés pour constater comment la France était décidée à traiter les habitants de ses colonies. Au Sénégal, un épisode sanglant se déroula dès le 1^{er} décembre 1944. Un certain nombre de soldats issus de l'Afrique occidentale française (AOF), connus sous le nom de « tirailleurs sénégalais », mais provenant de nombreux pays afri-



cains, furent rapatriés à Dakar en 1944. Ces soldats, ex-prisonniers de l'armée allemande, devaient être démobilisés à la caserne de Thiaroye, banlieue sud de la capitale sénégalaise et y recevoir leur prime de démobilisation. Les autorités refusèrent de changer leur argent au taux légal, leur proposant un taux de change très défavorable, en clair les escroquant, en invoquant le fait qu'ils n'avaient pas besoin d'argent dans leurs cases !

Le 30 novembre, las de tant d'humiliations, les soldats africains se mutinaient et retenaient le général français avant de le libérer au bout d'un jour. Le lendemain, les chars débarquaient dans le camp, massacrant les soldats africains désarmés. Bilan officiel : 25 morts et une quarantaine de blessés,

chiffres largement sous-estimés, car la trace de 300 soldats a été perdue. Les survivants furent condamnés à la prison pour « insubordination ». Ils ne touchèrent jamais leur retraite de militaire. Le général Dagnan, responsable du camp, expliqua en des termes très clairs les motivations de la répression : « *La répartition dans l'ensemble de nos territoires africains de cet afflux d'éléments animés vis-à-vis de la mère patrie de sentiments plus que douteux déterminera très vite un grave malaise parmi nos populations jusqu'alors parfaitement loyales et fidèles. Tous ces indigènes revenant de France donneront de notre pays l'image d'un pays vaincu à la remorque de puissants alliés et dont la puissance n'est plus à redouter. Partout où à proximité des villes ils resteront groupés ils formeront très vite le noyau agissant de tous les groupements hostiles à la souveraineté française.* »

... SÉTIF, GUELMA, MAI 1945

Dès l'été 1943, les services de renseignement français constatèrent un fort mécontentement parmi la population algérienne, à cause notamment d'une situation alimentaire catastrophique. C'est donc dans un contexte tendu que se déroulèrent les commémorations de la victoire contre les nazis. Le 1^{er} mai 1945 se déroulèrent dans tout le pays des manifestations pacifiques, où pour la première fois fut brandi un drapeau algérien. Des affrontements avec la police eurent lieu à Alger et à Oran. Le 8 mai 1945, tandis que partout en France se fêtait la victoire, en Algérie, un massacre allait être perpétré par l'armée. Les manifestations étaient pourtant pacifiques, appelées pour fêter la victoire et rappeler à la France les revendications nationalistes de la population algérienne. Chez les Européens, la peur montait. L'égalité avec les Algériens était une idée qu'ils ne supportent pas. A Sétif, les policiers voulurent se saisir du drapeau du PPA (parti du peuple algérien, nationaliste). Un jeune fut tué, l'armée tira sur la foule. A Guelma, des arrestations combinées à l'action de milices de colons déclenchèrent la colère, qui se répercuta sur les colons des environs. Au total, 102 européens furent tués et autant blessés. Entre 5000 et 10 000 Algériens payèrent de leur vie la répression qui s'ensuivit.

L'infanterie, la marine et l'aviation intervinrent pour bombarder les villages et massacrer la population. D'anciens

FFI, FTP, intégrés à l'armée, furent envoyés en Algérie où on leur expliqua qu'il fallait poursuivre « *leur action patriotique de nettoyage* ». Ces massacres ont été le prélude de la guerre d'indépendance de l'Algérie, qui débuta le 1^{er} novembre 1954.

INDOCHINE : LA RECONQUÊTE

La péninsule indochinoise était occupée par les Japonais. Lorsque le Japon capitula, les nationalistes du Vietminh (front créé en 1941 par le parti communiste indochinois), qui combattaient les Japonais depuis près de quatre ans, prirent le contrôle du pays et constituèrent un gouvernement.

La France, ne pouvant tolérer l'indépendance d'une de ses colonies, envoya le corps expéditionnaire en utilisant des mensonges comme le fait de porter secours aux troupes françaises contre les vichystes qui restaient. Comme en Algérie, les soldats furent envoyés au nom de la lutte contre le fascisme. Le 6 mars 1946, un accord fut signé avec Ho Chi Minh, reconnaissant la république du Vietnam comme un Etat libre. Mais il ne fut pas respecté. On connaît la suite : une guerre épouvantable, jusqu'à la défaite de l'armée française à Dien Bien Phu.

LE CAMEROUN : UNE HISTOIRE MÉCONNUE ET PEU ENSEIGNÉE

« *La raison principale de la hargne française s'appelle l'UPC (Union des populations du Cameroun)* », écrivent les auteurs de « *Kamerun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique* », un ouvrage magistral sur ces événements largement méconnus. L'UPC et son leader Ruben Um Nyobé, qui affirmait que l'heure n'était plus de s'opposer à l'hitlérisme comme en 1939, mais au colonialisme tout court, ont attiré la violence de l'impérialisme français.

D'autant que les Camerounais avaient suivi la répression au Sénégal au camp de Thiaroye, et pu apprécier aussi comment les soldats camerounais étaient traités : après avoir été parqués dans des camps de transit au sud de la France, ils furent dépouillés de leur uniforme et de leurs chaussures avant d'être renvoyés chez eux, humiliés.

Leur mécontentement faisait peur à



l'armée. Au Cameroun aussi, la manifestation du 8 mai 1945 avait été l'occasion d'affirmer la montée du nationalisme, avec ce cercueil sur lequel était inscrit : « enterrons le nazisme, le racisme, le colonialisme ». Des cercles d'études marxistes se forment alors à l'initiative de communistes de métropole, pour former les habitants à la revendication sociale. Des syndicats se créent. Une grève est déclenchée par des cheminots en septembre 1945, pour une augmentation de salaire. Fin septembre, une manifestation dégénère, des coups de feu sont tirés.

Les colons blancs, extrêmement minoritaires, particulièrement arrogants et remplis de haine envers les indigènes, décident de lancer une opération punitive, bien qu'aucun blanc n'ait été tué ni blessé. Ils en ont surtout contre les syndicalistes, et pourchassent les métropolitains. Le gouverneur arme les colons et les civils européens, comme à Sétif ou Guelma, prennent une grande part à la répression. Les avions mitraillent et les gendarmes ont l'ordre de tirer à vue sur tout indigène pendant le couvre-feu, de 19 heures à 6 heures. Une centaine de morts est décomptée pendant les affrontements de septembre 1945. L'UPC est formée en 1948. Ses actions sont d'abord pacifiques mais ne reçoivent comme réponse que la répression. Une première révolte éclate en 1955. Pendant plus de 15 ans, de 1955 à 1971, la France va ensuite mener au Cameroun une guerre coloniale qui fera des dizaines de milliers de victimes, une guerre totalement effacée des livres d'histoire officiels. En utilisant toutes les armes à sa disposition : bombardements des populations, escadrons de la mort, torture généralisée.

MADAGASCAR, UNE RÉVOLTE ÉCRASÉE DANS LE SANG

Là encore, dans cette île, possession de

la France, la répression a été violente contre les aspirations des populations à se défaire de la tutelle française. Le pays avait suivi ce qui se passait au Vietnam, et les députés nationalistes du Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM) avaient même déposé un projet de loi déclarant Madagascar « un Etat libre ayant son gouvernement, son armée, ses finances au sein de l'Union française », dès que l'accord signé avec Ho Chi Minh avait été connu. Leur demande fut traitée par le mépris. L'agitation grandit, des grèves se déclenchèrent, et une insurrection éclata le 29 mars 1947. Un camp militaire français fut pris d'assaut, des fermes de colons détruites. Les insurgés s'étaient rendus maîtres d'une bonne partie de l'île.

La riposte fut d'une violence rare : l'état de siège fut proclamé. L'infanterie, les paras et l'aviation intervinrent. C'est là que des prisonniers furent chargés en avion et lâchés vivants au dessus des

villages dissidents. Des méthodes que l'armée française se chargera de transmettre dans les années 1970 aux pires dictatures d'Amérique latine, notamment en Argentine¹. L'armée exerça une répression aveugle. 18 000 soldats débarquèrent, et le nombre montera jusqu'à 30 000. Les derniers « rebelles », en proie à la faim, finirent par se rendre au bout de 21 mois.

SOCIALISTES ET COMMUNISTES COMPLICES

Le parti socialiste faisait partie du gouvernement provisoire dès 1943. Le parti communiste était entré en avril 1944 au Comité français de libération nationale, puis au gouvernement provisoire. Il écrivait fin 1944 : « le gouvernement maintiendra jalousement l'intégrité des territoires sous pavillon français et l'intégrité des richesses françaises en capital ». Les réformes politiques envisagées par le PCF se résumaient dans ces mots : « association véritable et assimilation progressive des populations d'outre-mer ». Et le PCF commença par condamner l'aspiration des peuples opprimés à se séparer de la France. Les lecteurs de *L'Humanité* apprirent ainsi qu'à Sétif, « des attentats fascistes ont eu lieu le jour de la victoire, le 8 mai 1945 ». En janvier 1946, ce fut Charles Tillon, ministre communiste de l'Armement qui fit voter à l'unanimité des députés le budget militaire, destiné à réprimer les colonies. Au lendemain de la Libération, socialistes et communistes réussirent à mettre la classe ouvrière française à la remorque des dirigeants pour rétablir l'empire colonial. Seuls des trotskystes apportèrent leur soutien aux peuples des colonies (notamment en organisant les travailleurs indochinois envoyés en métropole). Les peuples coloniaux se battirent bien seuls contre la bourgeoisie française, car les partis censés défendre l'internationalisme s'étaient rangés comme un seul homme derrière leur bourgeoisie. □

¹ Lire à ce sujet le livre de Marie Monique Robin, « Escadrons de la mort, l'école française », 2011, La Découverte.



Portrait d'un insurgé malgache (image présentée à l'exposition « 47, portraits d'insurgés », Université de Paris X, 2011), photo Pierrot Men.

Pour aller plus loin

Films :

« Camp de Thiaroye » (1988) de Sembene Ousmane, primé à Venise, sorti en France en 1998 seulement.
« Cōng Binh, la longue nuit indochinoise » de Lam Lê, sorti en 2013.

Livres :

« Les bouts de bois de Dieu » de Sembene Ousmane (sur la grève en 1947 du chemin de fer au Sénégal-Mali).
« Remember Ruben », de Mongo Beti (Cameroun).
« Kamerun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971 », de Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa.

Grèce : l'impérialisme contre la résistance

PAR MARC PAVLOPOULOS

Dès après sa victoire sur l'occupant nazi, la résistance grecque a été férocement réprimée par la coalition des monarchistes et fascistes grecs et des impérialistes du Royaume-Uni. Lâchée alors par Staline, elle avait été désorientée par sa direction inféodée à Moscou, dont la politique l'union nationale avait préparé la défaite.

Depuis son indépendance en 1830, la Grèce se trouvait dans la zone d'influence britannique. Le gouvernement anglais lui imposa son premier roi, Othon de Bavière, puis la dynastie Glücksbourg lorsqu'Othon fut devenu trop impopulaire. Tout au long du 19^{ème} siècle, la Grande Bretagne maintint sous sa tutelle politique et financière ce pays qui verrouille la Méditerranée orientale, par où passait tout son commerce vers et depuis le Moyen-Orient et les Indes.

La crise économique des années 1930 plongea dans la misère les ouvriers, relativement peu nombreux, mais aussi d'importantes franges de la paysannerie, l'artisanat et le petit commerce ; grèves et manifestations se multiplièrent. Beaucoup se retrouvaient dans le programme et le mot d'ordre adoptés par le jeune Parti communiste de Grèce (KKE) en 1934, la *laocratia* – pouvoir (ou démocratie) populaire : annulation de la dette, nationalisation des banques et des grandes entreprises, notamment étrangères, réforme agraire avec confiscation des grandes propriétés foncières, séparation de l'Église et de l'État et fiscalité progressive¹. Pour réaliser la *laocratia*, le KKE défendait la constitution d'un large front antifasciste et la conquête du pouvoir par les urnes, comme tous les PC d'Europe et conformément à la ligne du Komintern. Il maintiendra ce cap jusqu'en 1946.

L'agitation sociale déstabilisait le pays. La classe dominante, républicains et monarchistes confondus, était effrayée. A un premier coup d'État républicain en 1935, succéda en 1936 la restauration du roi et la dictature fasciste du général Metaxás. Les libertés constitutionnelles furent suspendues, tous les partis politiques dissous. Les militants du KKE étaient persécutés, emprisonnés, infiltrés et poussés à la délation.

C'est ce régime monarcho-fasciste allié de la Grande-Bretagne qui entra en

guerre, le 28 octobre 1940, d'abord contre l'Italie puis contre l'Allemagne. En mars 1941, contre l'avis de son propre quartier général au Moyen-Orient, Churchill décida de dégarnir le front libyen, où ses troupes se battaient contre les Italiens, pour envoyer 50 000 hommes en Grèce : le Premier britannique accordait déjà au pays une importance allant bien au-delà de l'aspect militaire. Cela n'empêcha pas la défaite le mois suivant. Un gouvernement collaborateur s'installa à Athènes et les Britanniques se replièrent en Egypte,



Le kapétanios Aris Velouchiotis (voir note n° 5). DR.

embarquant avec eux le roi, mais aussi les moyens de la souveraineté nationale : l'or de la banque de Grèce et les restes de l'armée. Georges II choisit de gagner Londres et laissa au Caire ses troupes, sa marine, son gouvernement et une importante communauté grecque.

L'EAM, UNE RÉSISTANCE VICTORIEUSE

En Grèce, l'occupation fut vite perturbée. Le 30 mai 1941, deux jeunes gens dont Manolis Glézios remplaçaient dans un geste d'éclat le drapeau nazi flottant sur l'Acropole par le drapeau national bleu et blanc. Dans les montagnes, des villageois se saisirent des

armes cachées par l'armée nationale dans sa retraite : les premiers maquis se formèrent spontanément, dans la pure tradition des Klephtès de 1821. Le KKE, pourtant persécuté de plus belle, renaquit de ses cendres : en juillet 1941, un plénum élit un Comité central et un nouveau secrétaire général².

Aussitôt, le KKE fédéra tous les syndicats dans un Front national ouvrier de libération (l'EEAM) et proposa à tous les partis politiques non fascistes de former un Front national de libération (l'EAM). Seuls l'EEAM et trois petits partis socialistes acceptèrent la proposition du KKE et l'EAM vit le jour le 27 septembre 1941. Par ses statuts, l'EAM visait à libérer le territoire de l'occupant, former un gouvernement provisoire en vue d'élections à une Assemblée constituante à la libération, ainsi qu'à renverser la monarchie honnie.

Après la terrible famine de l'hiver 1941-42, qui fit plus de 200 000 morts, le printemps 1942 vit les premières grandes grèves et manifestations contre l'occupant. La stratégie privilégiée par le KKE était la lutte urbaine de masse, non la guérilla. Néanmoins, méfiant envers l'esprit libertaire et indiscipliné des maquis autonomes des montagnes, le KKE décida de les encadrer. En février 1942, l'EAM créa l'Armée populaire grecque de libération, dont le nom sonne comme celui du pays : ELAS³. L'ELAS recruta vite et sa progression fut fulgurante : 10 000 combattantes ou combattants vers 1942, 50 000 en novembre 1944, portant calot et insigne. A l'été 1943, par ses seules forces et en prenant presque toutes ses armes sur l'ennemi, l'ELAS avait libéré la majeure partie des montagnes, des campagnes et des banlieues populaires ; les nazis



étaient cantonnés dans les centres-villes.

En « Grèce libre », la population s'auto-organisait : chaque village se réunissait périodiquement en Assemblée générale du peuple et élisait des comités chargés du ravitaillement, de la sûreté, de l'administration, de l'école, de l'église, sans oublier un tribunal populaire chargé de juger les « collabos », mais aussi les différends entre villageois. Ces comités rendaient compte à l'AG du peuple qui pouvait en révoquer les membres. Chose complètement nouvelle, femmes et hommes votaient également, dès 17 ans.

En mars 1944, un « Gouvernement des montagnes » vit le jour, entérina les codes d'auto-administration et de justice populaire décidés localement et créa une Garde civile chargée des missions de police et de gendarmerie. En avril, toujours sous l'occupation, l'EAM organisa même des élections nationales : près de deux millions de Grecques et de Grecs élirent un Conseil national, qui jeta les bases institutionnelles de la Grèce libre. Il ne se réunira cependant qu'une fois, ses travaux étant interrompus par les accords du Liban (dont il est question plus loin).

Début 1944, une partie du programme de *laocratia* était donc réalisé. Tout en freinant ceux qui voulaient aller trop vite à son gré, notamment sur la réforme agraire et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'EAM acquit une immense popularité. Il aura un million et demi de membres à la libération.

1942-43, CHURCHILL DIVISE POUR RÉGNER

Très vite, les Britanniques s'inquiétèrent des succès de l'EAM et cherchèrent à allumer des contre-feux. Dès juillet 1942, ils financèrent généreusement une petite organisation républicaine de droite basée en Epire, l'EDES (Ligue nationale et démocratique de Grèce). Sous menace de le dénoncer aux nazis, ils contraignirent son chef à passer à la lutte armée contre l'occupant.

Manipulée et encouragée par la Mission militaire britannique, l'EDES multiplia si bien les accrochages avec l'ELAS qu'une « première guerre civile » opposa les deux organisations à l'hiver 1943-44.

Parallèlement, à partir de l'été 1943, diverses milices fascistes et nationalistes montèrent en puissance. Recrutant dans les bas-fonds de villes livrées à la famine, financées par des industriels et des spéculateurs enrichis au marché noir ou sur les biens saisis aux Juifs, unies dans leur haine des « slavo-communistes », ces bandes armées terrorisaient campagnes et banlieues popu-

pas. Dès septembre 1943, il écrivit à ses chefs d'état-major qu'il faudrait « être en mesure d'envoyer à Athènes 5000 soldats britanniques avec des automitrailleuses et des chenillettes à fusil-mitrailleur » après le départ des Allemands, pour « soutenir sur place le gouvernement légal restauré », c'est-à-dire le roi. Il prépara ce débarquement britannique en secret durant toute l'année 1944.

1944, LE PIÈGE BRITANNIQUE SE REFERME

Alors que sur le terrain, soldats et militants de l'EAM-ELAS se méfiaient de plus en plus des Anglais, qui ne livraient plus d'armes ni d'équipements depuis l'été 43, les dirigeants du KKE voulaient à la fois empêcher la restauration de la monarchie et réaliser l'unité nationale la plus large, y compris avec le gouvernement royaliste du Caire soutenu par les Anglais. Prise au piège de cette contradiction, l'EAM accepta au fil de l'année 1944 une série d'accords, aussitôt perçus comme des redditions par les militants. A chaque fois, les dirigeants du KKE prenaient conscience après coup qu'ils avaient beaucoup trop cédé et, dans une oscillation typique des directions stalinienne, durcissaient subitement leur position... avant de repartir négocier et de se faire à nou-



Churchill et l'archevêque d'Athènes, le 25 décembre 1944.

veaux et massacraient les membres de l'EAM. Les Britanniques en soutinrent plusieurs en secret, tout en sachant pertinemment qu'elles collaboraient avec les nazis.

Churchill écrivit ensuite dans ses mémoires : « Les Grecs sont, avec les Juifs, la race du monde la plus portée à la politique. Si désespérée que soit leur situation, si grave que soit le péril couru par leur pays, ils demeurent toujours divisés en de nombreux partis, avec de nombreux chefs qui se combattent entre eux avec acharnement. »⁴ C'est le jugement d'un artiste contemplant sa propre œuvre : Churchill a lui-même forgé cette zizanie à coups de dizaines de milliers de livres-or, dans le seul but d'empêcher l'ELAS d'unifier la résistance et le pays. Mais le Premier britannique voyait bien que la stratégie de la zizanie ne suffirait

veau berner. Non sans réprimer au sein du parti les oppositions, notamment parmi un certain nombre de chefs militaires⁵. Pendant ce temps, Churchill et Georges Papandréou⁶, le premier ministre qu'il avait installé au Caire, avaient un plan bien concerté et leur détermination était totale.

Churchill voulait avant tout geler la situation sur le terrain militaire. Ce fut chose faite avec les accords de Plaka, en février 1944. Alors que l'ELAS était en passe d'anéantir l'EDES, le chef de la mission militaire britannique obtint que chacun restât maître de la zone qu'il contrôlait, sans aucune forme d'unification militaire ou politique (où l'ELAS aurait forcément eu l'ascendant).

En avril 1944, à peine nommé premier ministre, Papandréou réclama ouverte-

ment la dissolution de l'ELAS. Pour cela, comme il l'expliqua lui-même quelques années plus tard, il lui fallait d'abord obtenir l'arrivée du gouvernement royaliste à Athènes dès la libération ; ce qui ne pouvait se faire sans l'accord du KKE. Il fallait donc faire entrer le KKE au gouvernement dans les conditions les plus défavorables possibles. Les accords du Liban y ont pourvu : les représentants de la Grèce libre entérinaient la formation d'un gouvernement d'union nationale sans rien exiger sur sa composition. L'EAM n'y fut présent qu'à la portion congrue.

Enfin, troisième objectif, il fallait l'aval du KKE au débarquement britannique. Le 25 septembre, Papandréou convoqua à Caserta, en Italie, le principal chef de l'ELAS, deux ministres EAM et un représentant du KKE. Ceux-ci acceptèrent de mettre les forces de résistance sous le commandement du général britannique Scobie, s'engagèrent à assurer le bon traitement des miliciens et collaborateurs pourvu qu'ils se rendent, et consentirent à l'autorité exclusive de Scobie sur la région de l'Attique. L'ELAS acceptait même la nomination de trois collaborateurs comme préfets à Athènes, Patras et Salonique, avec lesquels elle était censée travailler de concert !

Tout était en place pour passer sans transition de l'occupation allemande à l'occupation britannique et désarmer l'ELAS. Ne restait plus qu'à neutraliser le seul pays qui aurait pu aider le mouvement révolutionnaire grec : l'URSS.

MARCHANDAGE DES PEUPLES ET TRAHISON SOVIÉTIQUE

Dès mai 1944, Eden, le ministre britannique des affaires étrangères, proposa aux Soviétiques de considérer « à titre provisoire » que les « affaires de Roumanie concernent plus particulièrement l'URSS », tandis que celle-ci pourrait « laisser les mains libres » (sic) au Royaume-Uni en Grèce. Staline accepta le marché et le respecta : lorsqu'elles parvinrent au sud de la Bulgarie en septembre 1944, les armées soviétiques s'arrêtèrent à la frontière grecque. Le 9 octobre, alors que le débarquement britannique à Athènes était imminent, Churchill s'empressa de se rendre à Moscou pour pérenniser le deal. Le soir même de son arrivée, il proposa à Staline de régler « leurs affaires dans les Balkans » et nota ces pourcentages « sur une demi-feuille de papier :

- Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 % ;
- Grèce : Grande-Bretagne 90 % (en ac-

cord avec les Etats-Unis), Russie 10 % ;
- Yougoslavie : 50-50 % ;
- Hongrie : 50-50 % ;
- Bulgarie : Russie 75 %, les autres 25 %.
Je poussai le papier devant Staline, à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. [...] Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : "Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres humains d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier." "Non, gardez-le", dit Staline. »⁷

La plupart des dirigeants du KKE étaient à mille lieux d'imaginer que les Alliés, surtout l'URSS, se livrent à ces tractations sordides. Mais après de lourds et longs silences, les autorités soviétiques leur firent savoir qu'elles ne pouvaient pas les aider et les encourageaient à entrer au gouvernement royaliste sans condition. D'autre part, si les dirigeants du KKE envisageaient enfin une prise militaire d'Athènes, ils doutaient que l'ELAS, épuisée et mal équipée, puisse tenir longtemps la capitale face aux Anglais sans soutien soviétique. Ce qui les encouragea dans la voie des concessions.

DE LA BATAILLE D'ATHÈNES À LA CAPITULATION DE VARKIZA

Les Allemands quittèrent Athènes le 11 octobre 1944 et la déclarèrent « ville ouverte ». Peu après, le KKE accueillit Papandréou et son gouvernement sur la place Syntagma, pendant que les parachutistes et les troupes britanniques débarquaient au Pirée. Très vite, Papandréou ordonna la dissolution de l'ELAS et multiplia les provocations. Le comité central de l'EAM exigea sa démission et organisa une grande manifestation le 3 décembre 1944. Les policiers tirèrent à balles réelles sur une foule pacifique, faisant 23 morts et 120 blessés. Aussitôt, Churchill télégraphia à Scobie ses consignes de tir à vue sur tout combattant de l'ELAS : « N'hésitez pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se serait déclenchée une révolte locale. [...] Il nous faut tenir et dominer Athènes. Ce serait pour vous une grande chose d'y parvenir sans effusion de sang, si c'est possible, mais aussi avec effusion de sang, si c'est inévitable. »

La bataille d'Athènes entre l'ELAS et

les forces britanniques, secondées par la garde nationale grecque et diverses milices qui collaboraient avec l'occupant, dura plus d'un mois. Les quinze premiers jours, l'ELAS progressait et les Britanniques étaient cantonnés sur trois kilomètres carrés au centre d'Athènes, ironiquement surnommés « la Scobia » (du nom du général Scobie). Mais les Anglais bombardèrent Athènes (ce que les Allemands n'avaient jamais fait) et envoyèrent des renforts nombreux, surtout des régiments coloniaux. A la fin décembre, après des combats sanglants qui firent 3 000 morts et 8 000 prisonniers⁸ côté ELAS (sans compter les civils) et très peu côté anglais, l'ELAS se retira puis accepta un armistice très défavorable. Elle le respecta scrupuleusement, alors que les Britanniques ne rendront pas leurs prisonniers.

Churchill voulait consolider son avantage alors que s'ouvrait la conférence de Yalta, et l'EAM obtenir un répit car la population et les combattants étaient épuisés. Une nouvelle négociation s'ouvrit le 2 février à Varkiza. Ce sera la capitulation totale et définitive : l'ELAS est dissoute ; l'amnistie pour « les événements de décembre » exclut les « crimes de droit commun contre la vie et la propriété non indispensables au délit politique » ; l'épuration est laissée aux soins du gouvernement sur la base de critères comme « la moralité, le caractère et la compétence professionnelle » – autant dire qu'il n'y en aura pas ; en revanche, les cadres de l'ELAS passeront devant des « commissions spéciales » à la discrétion du gouvernement ; les libertés démocratiques suspendues en 1936 ne seront rétablies qu'après désarmement complet de la résistance et installation de nouvelles autorités locales – dans les faits, les comités d'auto-administration seront remplacés par les autorités de l'époque de Metaxás.

LA TERREUR ET LA GUERRE CIVILE

Après deux ans de manœuvres et de coups fourrés, Churchill et ses affidés monarcho-fascistes grecs sont parvenus à leurs fins : désarmer l'ELAS, écraser une résistance qui tenait le pays et un mouvement révolutionnaire en plein essor. Souvent en pleurs, les combattants de l'ELAS déposèrent leurs armes aux pieds d'offi-





Parachutistes écossais, tank anglais et gendarme grec portant un casque nazi, en septembre 1944. DR.

ciers britanniques. La terreur s'abattit sur le pays : plus de 20 000 arrestations pour « crimes commis en décembre » (y compris beaucoup de meurtres de miliciens et même... d'Italiens et d'Allemands !), 3 000 condamnations à mort dans la seule période de février à juillet 1945. Les miliciens, eux, ne furent pas inquiétés, mais au contraire intégrés dans l'armée et la police.

Les élections de 1946 furent une mascarade, au point que la France refusa de participer au comité international de supervision et que plusieurs ministres libéraux démissionnèrent en dénonçant « une comédie ». Les royalistes les remportèrent sans surprise, puis un référendum organisé de façon tout aussi anti-démocratique restaura la monarchie. Une fois installé ce semblant de légitimité, les grèves furent interdites, les directions syn-

dicales déposées, la presse bâillonnée, et les tribunaux remplacés par des juridictions d'exception dont les décisions étaient exécutoires dans les trois jours, sans possibilité d'appel. Des milliers de combattants de l'ELAS furent condamnés à mort, et davantage encore déportés dans les camps de Makronissos et des îles de l'Égée. La fuite vers les montagnes devint une question de survie, la guerre civile dura jusqu'en 1949. Les combattants de l'Armée démocratique grecque seront les cobayes des bombardements américains au napalm. Les survivants se réfugièrent dans les pays dits socialistes, qui les parqueront dans des villages-ghettos ou les déporteront en Sibérie. En Grèce, les condamnations à mort continueront jusqu'au milieu des années 1950, et les derniers camps de déportation fermeront... en 1962. Le KKE restera in-

terdit jusqu'au rétablissement de la République en 1974. La résistance grecque demeura longtemps l'ennemi de l'intérieur. La lutte de libération nationale ne fut reconnue par l'Assemblée qu'en 1982, et les *élassitès* ne touchèrent une pension d'ancien combattant qu'à partir de 1985. □

1 Ce programme n'est pas sans point commun avec celui de Syriza en 2012-2013. Ce n'est bien sûr pas un hasard.

2 Le secrétaire général en titre, Zachariadis, avait été déporté à Dachau. Il en reviendra, mais seulement en avril 1945.

3 En grec, « Grèce » se dit *Ellas*.

4 Churchill, *Mémoires*, tome V, chapitre 13.

5 Ainsi Aris Velouchiotis, un des plus grands Kapetanios de l'ELAS. Pour avoir dénoncé les accords de Varkiza, Aris fut exclu du KKE, traité de « renégat », accusé de « crimes contre le monde démocratique » et complètement isolé, alors qu'il était cerné par les Anglais et la Garde nationale dans les montagnes. Acculé, il se suicida le 16 juin 1945.

6 C'est le grand-père de son homonyme, premier ministre jusqu'en 2011...

7 Churchill, *Mémoires*, tome VI, vol. 1, p. 235-236.

8 Les Anglais les déporteront en Afrique du nord.

Pour aller plus loin

Christophe Chiclet, « Les Communistes grecs dans la guerre », L'Harmattan, 1987.

Joëlle Fontaine, « De la Résistance à la guerre civile en Grèce, 1941-46 », La Fabrique, 2012.

En anglais sur youtube : « Greece, the Hidden War », 1986, parties 1 et 2 – un excellent documentaire, diffusé une fois à la télévision britannique.

IL Y A 10 ANS, LE RÉFÉRENDUM SUR LE TCE

Victoire et illusion antilibérales

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le 29 mai 2005 se tenait le référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE). A l'issue d'une campagne marquée par la montée en puissance du « Non de gauche », le traité était rejeté par près de 55 % des votants, dans le cadre d'une participation électorale significative pour ce type de scrutin (plus de 69 %). L'espoir alors suscité d'une « autre Europe », qui ne soit pas néolibérale mais solidaire, démocratique et sociale, a cependant fait long feu...

Nommée en décembre 2001 par le Conseil européen (réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne), la « Convention sur l'avenir de l'Europe », placée sous l'égide de l'ancien président français Giscard d'Estaing, aboutissait en juin 2003 à un projet de constitution européenne qui fut, pour l'essentiel, adopté le 29 octobre 2004 à Rome. Restait à faire ratifier ce texte par les 25 Etats alors membres de l'Union européenne.

Comme ses opposants de gauche le soulignaient, le traité constitutionnel, qui reprenait en grande partie des traités européens déjà existants, leur donnait la valeur d'une loi suprême qui « gravait dans le marbre » les principes néolibéraux de l'Union européenne avec sa fameuse « concurrence libre et non faussée », mais aussi le caractère profondément antidémocratique de ses institutions ou encore sa politique militariste et impérialiste en lien avec l'OTAN.

Le choix d'une ratification référendaire, plutôt que la voie parlementaire choisie par la plupart des autres pays, répondait de la part de Chirac à des calculs de politique intérieure. L'UMP avait été sérieusement malmenée lors des élections cantonales et régionales de mars, puis européennes de juin 2004. Le président de l'époque comptait sur une victoire dans ce référendum pour se relégitimer face au peuple, contraindre ses concurrents de droite à se ranger derrière lui et diviser la gauche entre pro et anti-constitution européenne.

Et de fait, l'affaire paraissait sans grand risque. Jusqu'au début de 2005, les son-

dages donnaient le Oui gagnant à plus de 60 %. Ce n'est qu'au mois de mars que les courbes se croisèrent pour la première fois, en déclenchant dans les cercles dirigeants une vague d'inquiétude et d'incrédulité.

Les référendums voient presque toujours se répartir et s'agrèger des voix venant de droite et de gauche. Cela a aussi été le cas cette fois. Au plan politique, le camp du Oui regroupait l'im-

l'extrême gauche, le PCF, une minorité du PS avec Emmanuelli et Mélenchon', mais aussi le Front national (qui appelait à dire « Non, je garde la France ») et Dupont-Aignan, qui allait ensuite quitter l'UMP pour fonder son propre mouvement.

Mais ce qui fit vraiment la différence fut l'irruption d'un acteur politique imprévu, le mouvement dit du « non de gauche ».



LE MOUVEMENT DU NON DE GAUCHE

Le caractère de classe du vote du 29 mai a été très clair. Tandis que les bureaux de vote des quartiers populaires retrouvaient des niveaux de participation électorale oubliés depuis des années, 71 % des ouvriers et 66 % des employés, 62 % des moins de trente ans, 64 % des électeurs se situant à gauche votaient Non, selon une enquête CSA sortie des urnes. D'autres études ont donné des proportions allant jusqu'à 81 % des ouvriers, 79 % des chômeurs et 67 % des électeurs de gauche. L'alliance des « faubourgs » et des villes principalement petites et moyennes, où se concentre la classe des travailleurs, avait ainsi submergé les quartiers résidentiels et les centres-villes bourgeois et bobos (66;45 % pour le Oui à Paris et 61,35 % à Lyon, les deux grandes conquêtes du PS

lors des municipales précédentes). Les dites classes moyennes supérieures, qui y forment une partie significative de l'électorat PS et Vert, s'étaient retrouvées dans un bloc avec la grande bour-

lors des municipales précédentes). Les dites classes moyennes supérieures, qui y forment une partie significative de l'électorat PS et Vert, s'étaient retrouvées dans un bloc avec la grande bour-

geoisie et l'électorat traditionnel de droite qui, lui, avait suivi en masse les consignes de l'UMP et de l'UDF.

L'essentiel du mouvement syndical avait pris position pour le Non, en particulier la CGT, mais seulement après que son comité confédéral national eut mis en minorité le secrétaire général, Bernard Thibault, qui ne souhaitait pas que la confédération prenne position. En face, quelques jours avant le scrutin, 100 grands patrons français, notamment des groupes du CAC40, avaient publié à l'initiative de l'Institut français de l'entreprise un appel sans équivoque, se concluant par : « un non au référendum constitutionnel (...) cassera la dynamique dont nous avons collectivement tiré un profit considérable depuis quarante ans. »

Si l'impact du mouvement du Non de gauche sur le résultat final est difficilement quantifiable, il est certain que c'est lui qui a polarisé la campagne, en y étant la seule force à mobiliser de façon significative. De leur côté, les défenseurs de droite et de gauche du traité constitutionnel se bornaient à occuper les médias (indécemment favorables au Oui, et où les partisans du Non étaient soit ignorés, soit stigmatisés et ridiculisés pour leur archaïsme rétrograde), tandis que le FN et la droite pour le Non ne faisaient pratiquement pas campagne.

A la suite d'un appel de la fondation Copernic signé par 200 personnalités de la gauche politique, syndicale, associative et culturelle, ce sont en effet près de 1000 collectifs qui s'étaient constitués dans le pays pour mener une activité systématique d'explication et de dénonciation du TCE, en multipliant les initiatives publiques, dans une campagne politique de terrain allant bien au-delà des traditionnelles campagnes électorales.

Ces collectifs réunissaient, avec nombre de personnes « non encartées », des militants politiques (en particulier de la LCR et du mouvement de Mélenchon, « Pour la République sociale », ainsi que du PCF même si celui-ci privilégia longtemps sa propre intervention), de syndicalistes CGT, SUD et FSU, d'altermondialistes et d'associatifs. Au total, peut-être 20 à 30 000 militants directement organisés dans ces structures, mais beaucoup plus en réalité en in-

cluant celles et ceux qui n'y étaient que représentés par des membres de leurs organisations. Selon des estimations de l'époque, près de 200 000 personnes auraient participé d'une façon ou d'une autre aux activités de la campagne. Même si l'on divise ce chiffre par deux, cela reste une réalité impressionnante. Evidemment, il est bien plus aisé de se rassembler pour rejeter quelque chose, en l'occurrence la construction néolibérale de l'Europe, que sur une réponse en positif, une alternative à cette politique. C'est donc logiquement que les contradictions politiques, jusque là relativisées par la poursuite de l'objectif commun, ont commencé à s'exprimer dès les lendemains de la victoire.

L'INTROUVABLE AUTRE EUROPE

Regroupant ou polarisant la plupart des participants aux luttes qui s'étaient succédé, sur toute une série de terrains, depuis le renouveau du mouvement social initié en novembre-décembre 1995, les collectifs du Non de gauche auraient sans doute pu se maintenir, sous une forme ou une autre, en centrant leur activité sur un soutien unitaire à des luttes alors aussi nombreuses que fragmentées. Mais tel n'a pas été le choix de la plupart de ses composantes politiques, qui ont cherché à le perpétuer en restant sur un terrain strictement institutionnel. Pour cela, elles se sont aussi appuyées sur les illusions qui prédominaient dans un mouvement dont la conscience moyenne était bien plus antilibérale, opposée aux formes actuelles du système (par opposition au capitalisme idéalisé des Trente Glorieuses), qu'anticapitaliste et se proposant donc de le renverser.

La première direction donnée fut de creuser le sillon de « l'autre Europe », « démocratique et sociale ». Une Europe dont la construction était cependant envisagée à froid, indépendamment du développement de grandes luttes, et dans le cadre d'une... réforme de l'Union européenne. Dès le mois d'avril, un compte rendu de réunion du « Collectif national pour un Non de gauche » avait ainsi affirmé : « le mouvement citoyen qui s'est levé et rassemblé est porteur d'exigences sociales et de volontés de ruptures avec les politiques néolibérales. Il ne s'arrêtera évidemment pas le 29 mai au soir et les multiples collectifs unitaires qui l'incarnent ne sont pas appelés à disparaître [...] Nous continuons [...] Si le Non l'emporte il nous faudra engager, avec les mouvements sociaux, les réseaux syndicaux,

les courants politiques européens, une vaste campagne européenne de débat sur l'Europe que nous voulons afin de ne pas laisser ce choix aux négociations de sommet mais de créer une dynamique populaire pour un réel débat constituant impliquant les peuples en profondeur dans toute l'Europe. »

Dans le même ordre d'idées, un texte rédigé par Roger Martelli (alors opposant interne à la direction du PCF) et cosigné par une série d'autres responsables engagés dans le mouvement, intitulé « Si le Non l'emporte... Propositions pour une relance européenne », proposait dix « mesures d'urgence », douze « principes » et dix-huit « orientations » afin de réorienter l'Union européenne : « le cadre général de l'Union sera redéfini par un ou deux traités, qui se substitueront ainsi à ceux qui ont été en vigueur jusqu'à ce jour. La discussion sera engagée sur les grandes lignes d'une politique économique et sociale affranchie du carcan libéral qui la régit aujourd'hui. » Comme c'était prévisible, cette tentative tourna court et il n'en sortit rien.

LA SAGA DES CANDIDATURES UNITAIRES ANTILIBÉRALES

Les échéances électorales (présidentielle et législatives) de 2007 se rapprochant, vint ensuite le projet de mettre en place, au nom du mouvement du Non de gauche, des « candidatures unitaires antilibérales ». Avec des collectifs dont le nombre diminuait et les effectifs fondaient, les discussions, tractations, réunions, conférences se poursuivirent tout au long de l'année 2006, centrées sur le choix d'une tête de liste à la présidentielle – mais là aussi, sans résultat. C'est qu'au-delà des illusions naïves sur « la dynamique de l'unité », des questions politiques très concrètes devenaient incontournables. Quel programme ? Réforme du capitalisme et de l'Union européenne, ou mobilisation pour les renverser et remplacer ? Et quelle proposition ou perspective de pouvoir et de gouvernement ? Pouvait-on former un gouvernement antilibéral avec le parti socialiste ? Pour la direction de la LCR², la question posée – et que le mouvement des collectifs ne trancha jamais – était « soit une alternative antilibérale et anticapitaliste, soit, au-delà de l'habillage, une alliance stratégique avec la direction du PS pour gérer l'économie et les institutions capitalistes » (article de François Sabado, Rouge du 30 juin 2005).

Dès le lendemain du référendum, le PCF

avait voulu couper court à toute idée d'une construction politique qui pourrait se faire en opposition au PS. Comme le rapportait alors *Le Figaro* (31 mai 2005), « le PCF appelle à une "dynamique de rassemblement et d'union populaire" la plus large possible et "sans exclusive" ».

sée en décembre 2006 sur le choix du ou de la candidate à la présidentielle. Dans ces conditions sa secrétaire nationale, Marie-George Buffet, l'emporta sans surprise. Les derniers partisans de l'unité antilibérale mirent alors en avant la candidature de José Bové, qui

se fit adouber par une réunion en janvier. Entre les deux tours de la présidentielle, il se rallia avec armes et bagages à Ségolène Royal, après que celle-ci lui eut promis une « mission d'étude » sur « la mondialisation et la souveraineté alimentaire »...

Le 22 avril 2007, le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, obtenait 1,5 million de voix (4,08 %), Marie-George Buffet, 1,93 % et José Bové, 1,32 %.

DE VILLEPIN À SARKOZY, DU TCE AU TRAITÉ DE LISBONNE

Après l'échec de son référendum, Chirac avait appelé Villepin pour succéder à Raffarin au poste de premier ministre, Sarkozy – président de l'UMP depuis la fin 2004 – entrant au gouvernement comme ministre de l'Intérieur. Mais le chemin de croix s'est poursuivi.

Dès l'automne, le gouvernement était confronté à la révolte des banlieues, qui le conduisit à instaurer l'état d'urgence (du 8 novembre au 4 janvier), avec le soutien ou la complicité de toute la gauche institutionnelle.

Pour « rebondir », Villepin annonçait le lancement du CPE (contrat première embauche), instituant une période d'essai de deux ans pour les jeunes de moins de 26 ans. Y répondait une mobilisation de la jeunesse impressionnante, qui recevait le soutien des partis de gauche et du mouvement syndical, avec notamment une journée de grève interprofessionnelle. Après plus de deux mois de grèves, manifestations et blocages, Chirac annonçait le retrait du

CPE – dans ce qui est resté à ce jour la dernière grande victoire d'une mobilisation nationale en France. Villepin, auquel Sarkozy avait durant le mouvement soigneusement savonné la planche³, se retrouvait paralysé et en sursis.

La voie était libre pour Sarkozy, bientôt investi par l'UMP comme son candidat à la présidentielle. La présidentielle face à Royal lui posa peu de difficultés, d'autant que Chirac avait malgré tout réussi dans l'un des objectifs qu'il s'était fixé en convoquant le référendum : diviser, désarticuler la gauche et le parti socialiste.

En février 2008, Sarkozy fit adopter par le parlement le traité de Lisbonne, nouvelle mouture simplifiée du TCE, avec les voix de l'UMP, du PS et du MoDem. Le déni de démocratie, flagrant, se répéta ailleurs en Europe⁴. Les peuples peuvent dire ce qu'ils veulent, le rouleau compresseur du néolibéralisme doit finir par s'imposer. L'Union européenne, ses institutions et ses gouvernements ne jouent pas *fair play*. La situation actuelle de la Grèce ne fait somme toute qu'illustrer à nouveau la nature de cette « construction européenne », instrument exclusif des multinationales contre les droits des travailleurs, intrinsèquement antidémocratique.

L'illusion antilibérale, déjà ébranlée par les résultats de la présidentielle de 2007, se voyait ainsi infliger un nouveau coup : on était très loin tant d'un gouvernement vraiment de gauche que d'une refondation de l'Union européenne... Le lancement du processus constituant du NPA fut notamment une tentative de répondre à cette situation. Mais c'est une autre histoire. □

1 Fabius et Montebourg, qui avaient également pris position pour le Non avant le référendum interne, ne firent pas campagne.
2 Du moins sa majorité, un secteur minoritaire soutenant la possibilité des candidatures antilibérales unitaires, même sur des perspectives restant floues, pour peu que le candidat à la présidentielle ne soit pas celui d'un parti. Des membres de la LCR appelleront ensuite à voter pour José Bové.
3 « Le Monde » du 11 décembre 2008 citait ces propos de l'ancien président PS de l'UNEF, Bruno Julliard : « la position officielle publique de Sarkozy était de dire qu'il soutenait le gouvernement Chirac et Villepin, donc qu'il ne voulait pas du retrait du CPE. Puis il m'avait appelé à la fin d'une manif, en gros en me disant qu'il était mon premier soutien et que lui demandait le retrait du CPE. C'est vrai que, factuellement, nos intérêts à ce moment-là étaient plutôt convergents. Lui, parce qu'il veut la tête de Villepin et nous, parce qu'on veut la tête du CPE. »
4 Le même chose s'est produite aux Pays-Bas, qui avaient également rejeté le TCE par référendum. Quant à l'Irlande, où le traité de Lisbonne était battu en 2008 dans un premier référendum, on l'a simplement fait revoter un an plus tard – le résultat positif du second référendum étant considéré comme décisif et définitif, contrairement au rejet exprimé dans le premier.



Affiches de la LCR dans la campagne pour le Non. Photothèque rouge/Vincent C.

Bras droit de Marie-George Buffet, Patrice Cohen-Seat assure : [...] « Contrairement à ce que l'on peut entendre, nous ne sommes pas sur la ligne d'un pôle de radicalité qui opposerait une gauche à une autre ». En gardant à l'esprit les échéances de 2007 [...] le responsable communiste plaide pour un grand débat populaire afin de créer les conditions d'une alternative à gauche et battre les politiques libérales françaises et européennes. Dans cette perspective, poursuit Patrice Cohen-Seat, les anciens tenants du oui au PS ont « aussi » leur place dans ce débat ».

Cela n'empêcha pas la direction du PCF d'envoyer ses militants voter massivement dans les collectifs antilibéraux restants, lors de la consultation organi-

Morts en Méditerranée : le crime de l'Union européenne

PAR MICHEL BASTIEN



Reuters/Darrin Zammit Lupi.

800 morts en un seul naufrage le 19 avril, plus de 2000 migrants disparus en mer depuis le début 2015, dans une comptabilité macabre qui explose toutes les « statistiques »... La catastrophe est telle qu'un conseil européen a dû être organisé d'urgence le 23 avril. Les décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement ne changeront pourtant rien aux causes profondes de ces drames. Elles risquent même de les aggraver.

Le pillage et l'exploitation impérialistes qui perpétuent la misère au Sud n'étaient évidemment pas au menu des conversations. Ni les interventions militaires occidentales à répétition qui fomentent et accentuent le chaos – comme celle de la France et du Royaume-Uni en 2011 en Libye, le pays en lambeaux d'où partent ces boat-people de l'Europe. En revanche, la politique de l'Europe-forteresse, sans laquelle un tel phénomène n'existerait pas, a été réaffirmée et renforcée.

L'accueil des réfugiés a été le grand absent des conclusions. Pour toute l'UE a été évoqué le chiffre dérisoire de 5000 personnes. Hollande a affirmé que « la France prendra sa part » en accueillant « entre 500 et 700 Syriens ». Cameron a promis de prêter quelques navires et hélicoptères, mais à la condition « que les gens que nous recueillerons seront amenés dans le pays le plus proche, c'est-à-dire, sans doute l'Italie, et qu'ils ne puissent pas demander l'asile en Grande-Bretagne. »

Verser quelques larmes de crocodile « humanitaires » était un exercice obligé, mais le seul véritable objectif est de parfaire le bouclage des frontières. Les dirigeants européens se proposent ainsi de combattre les filières d'émigration, y compris en allant détruire près des côtes libyennes les bateaux des « trafiquants » (qu'ils sont assurément) et « terroristes » (selon Hollande qui retrouvait à l'occasion ses accents martiaux) ; pour cela, un mandat devrait être demandé rapidement au conseil de sécurité de l'ONU. L'autre axe est de « prévenir les flux migratoires » en priant les pays de transit de contrôler « les routes migratoires terrestres et maritimes » et d'organiser des « camps de réception » ; l'idée a même été avancée que les Européens installent eux-mêmes de tels camps (en fait de concentration), mais elle serait très délicate à mettre en œuvre et nécessiterait là aussi une décision de l'ONU. Dernier volet, il s'agit de s'assurer que la grande masse des migrants, qu'ils soient ou non recueillis en mer, se trouvent effectivement renvoyés dans leur pays d'origine...

C'est au service de ce programme que Junker, président de la Commission européenne, a annoncé fièrement : « nous avons triplé [le financement de] Triton, alors que la proposition était de le doubler. » Dotée précédemment d'un budget mensuel de 2,8 millions d'euros, l'opération Triton, menée sous l'égide de l'agence européenne Frontex (en charge du contrôle des frontières extérieures de l'UE), a succédé en octobre 2014 à

« Mare Nostrum », déclenchée un an plus tôt par l'Italie, après un naufrage qui avait fait 366 victimes au large de Lampedusa. Pendant un an, la mobilisation de la marine italienne aurait permis de secourir plus de 100 000 migrants. L'UE a non seulement refusé d'en partager le coût (9 millions par mois), mais fait pression pour qu'il y soit mis fin, au motif que cela facilitait le passage des clandestins. Selon Bernard Cazeneuve en septembre dernier, la substitution à Mare Nostrum d'une opération « Frontex + » se justifiait par le fait que si la première « a permis le sauvetage de nombreux migrants en mer », elle « a aussi eu pour conséquence de créer des points de fixation des migrants dans le nord de la France »... Mare Nostrum allait en effet rechercher les réfugiés au large, avant que leurs embarcations ne coulent, alors que Triton s'est limitée à une surveillance des côtes européenne. Les associations de défense des migrants dénoncent cette décision de l'UE comme directement responsable de l'augmentation dramatique du nombre des morts.

Selon l'Organisation maritime internationale, ce sont 500 000 migrants qui pourraient tenter la traversée en 2015, quels qu'en soient les risques. C'est dire à quel point une mobilisation contre la politique criminelle de l'UE – et de notre gouvernement – est urgente et indissociable de tout combat en défense des travailleurs, des pauvres, de l'humanité. □